

Recueil des Actes Administratifs

TOME 1/4

Avril 2015

SOMMAIRE

Délibérations.....Tome I page 1
Séance du 29 avril 2015

DécisionsTome I page 19
Séance du 29 avril 2015

Arrêtés Réglementaires.....Tome I page 85
Avril 2015

Recueil des Actes Administratifs

Délibérations

**Adoptées en séance du Conseil municipal
Du 29 avril 2015**

Ordre du jour du Conseil municipal

Séance Publique du mercredi 29 avril 2015
14h00 – Salle du Conseil municipal

Adoption de l'ordre du jour

Adoption du procès-verbal du Conseil municipal précédent

Articles L 2122-22 et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales – Lecture des décisions prises depuis la dernière séance publique du Conseil municipal

- 1 Renouvellement de l'exécutif municipal - Retrait des délégations à l'ensemble des Adjoints au Maire
- 2 Détermination du nombre d'Adjoints au Maire de la Ville de Montpellier
- 3 Election des Adjoints au Maire de la Ville de Montpellier
- 4 Délégations du Conseil Municipal au Maire- Modification
- 5 Principes de mise en œuvre de la mutualisation des services de Montpellier Méditerranée Métropole et de la Ville de Montpellier au service des 31 communes et du projet de territoire
- 6 Création d'un service commun de direction du Protocole et de l'Événementiel
- 7 Création d'un service commun de direction de la Culture
- 8 Transfert de trois postes de la Ville de Montpellier vers Montpellier Méditerranée Métropole au titre de la compétence PLU

Séance publique du mercredi 29 avril 2015

Convoqué le jeudi 23 avril 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mercredi 29 avril 2015 à 14h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Alex LARUE, Audrey LLEDO, Annie YAGUE.

Absents :

Véronique DEMON.

Renouvellement de l'exécutif municipal -Retrait des délégations à l'ensemble des Adjointes au Maire

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014, de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles a conduit à la création, au 1^{er} janvier 2015, de Montpellier Méditerranée Métropole.

Le fonctionnement de cette intercommunalité se fonde sur une ambition, une démarche et un projet communs, consignés dans le pacte de confiance métropolitain. Celui-ci poursuit notamment l'objectif de renforcer l'échelon intercommunal dans le respect des souverainetés communales et de poser les bases d'une Métropole consentie et négociée.

Dans cet esprit de coopération négociée entre les communes membres, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ont souhaité s'engager sur la voie d'une gouvernance mutualisée de leurs administrations, dans un souci d'efficacité, de lisibilité de l'action publique et dans le respect de l'intérêt communal.

Dans ce contexte, et afin de mettre en cohérence les délégations des Adjointes au Maire de la Ville de Montpellier avec la mise en œuvre et les priorités d'action de cette gouvernance mutualisée, Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier a choisi de rapporter, par arrêté municipal, l'ensemble des délégations des Adjointes au Maire de la Ville.

Comme le prévoit l'article L. 2122-18 du code général des collectivités territoriales, le Conseil municipal doit à présent se prononcer, lors de la séance suivant immédiatement ce rapport des délégations, sur le maintien ou non des Adjointes au Maire dans leurs fonctions.


Il est donc proposé au Conseil municipal de ne pas maintenir l'ensemble des Adjointes au Maire dans leurs fonctions, afin de se prononcer ensuite sur une nouvelle liste d'Adjointes au Maire, dont les nouvelles délégations seront déterminées par arrêté municipal postérieurement à la séance.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal de ne pas maintenir dans leurs fonctions les 20 Adjointes au Maire élus lors des Conseils municipaux des 5 et 24 avril 2014 :

- Stéphanie JANNIN
- Max LEVITA
- Marie-Hélène SANTARELLI
- Abdi EL KANDOUSSI
- Isabelle MARSALA
- Gérard CASTRE
- Patricia MIRALLES
- Annie YAGUE
- Fabien ABERT
- Lorraine ACQUIER
- Titina DA SYLVA
- Pascal KRZYZANSKI
- Sauveur TORTORICI
- Sabria BOUALLAGA
- Christophe COUR
- Chantal LEVY-RAMEAU
- Cédric de SAINT-JOUAN
- Mylène CHARDES
- Luc ALBERNHE
- Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,


Philippe SAUREL

Publiée le : 30 avril 2015

Séance publique du mercredi 29 avril 2015

Convoqué le jeudi 23 avril 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mercredi 29 avril 2015 à 14h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Khathaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Alex LARUE, Audrey LLEDO, Annie YAGUE.

Absents :

Véronique DEMON.

Détermination du nombre d'Adjoints au Maire de la Ville de Montpellier

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

En application des dispositions de l'article L 2122-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, « *le Conseil municipal détermine le nombre des Adjoints au maire sans que ce nombre puisse excéder 30 % de l'effectif légal du Conseil municipal.* »

Compte tenu de la strate démographique dans laquelle se situe la Ville de Montpellier, cette disposition permet au Conseil municipal de créer au maximum 19 postes d'Adjoints au Maire.

Par ailleurs, l'article L 2122-2-1 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit la possibilité, dans les communes de 80 000 habitants et plus, de créer des postes d'Adjoints au Maire principalement chargés d'un ou plusieurs quartiers, « *sans toutefois que le nombre de ceux-ci puisse excéder 10 % de l'effectif légal du Conseil municipal.* »

Cette disposition permet donc de créer au maximum 6 postes d'Adjoints au Maire supplémentaires. Le nombre maximal d'Adjoints au Maire de la Ville de Montpellier est donc de 25 postes d'Adjoints.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De fixer à 23 le nombre d'Adjoints au Maire de la Ville de Montpellier.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL



Publiée le : 30 avril 2015

Séance publique du mercredi 29 avril 2015

Convoqué le jeudi 23 avril 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mercredi 29 avril 2015 à 14h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, , Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Alex LARUE, Audrey LLEDO, Annie YAGUE.

Absents :

Véronique DEMON.

Election des Adjoints au Maire de la Ville de Montpellier

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Suite au vote de la délibération déterminant le nombre d'Adjoints au Maire de la Ville de Montpellier lors du Conseil municipal du 29 avril 2015, et constatant la vacance de ces postes d'Adjoints au Maire nouvellement créés, il convient de procéder à l'élection de ces nouveaux Adjoints au Maire, comme le prévoit l'article L. 2122-10 du code général des collectivités territoriales.

Conformément aux dispositions de l'article L 2122-7 du code général des collectivités territoriales, les Adjoints au Maire sont élus au scrutin de liste à la majorité absolue, sans panachage ni vote préférentiel.

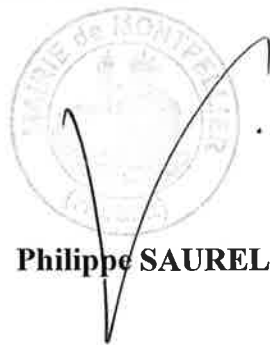
Ont été élus :

Max LEVITA
Stéphanie JANNIN
Bernard TRAVIER
Marie-Hélène SANTARELLI
Gérard CASTRE
Isabelle MARSALA
Fabien ABERT
Lorraine ACQUIER
Luc ALBERNHE
Annie YAGUE
Robert COTTE
Titina DASYLVA
Pascal KRZYZANSKI
Mylène CHARDES
Christophe COUR
Brigitte ROUSSEL-GALIANA

Guy BARRAL
Khanthaly PHOUTTHASANG
Henri de VERBIZIER
Sonia KERANGUEVEN
Rémi ASSIE
Valérie BARTHAS-ORSAL
Jean-Marc DI RUGGIERO

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

The image shows a circular official stamp of the 'MAIRIE de MONTFERMEIL' with a central emblem. Overlaid on the stamp is a large, handwritten signature in black ink, which appears to be 'Philippe SAUREL'.

Philippe SAUREL

Publiée le : 30 avril 2015

Séance publique du mercredi 29 avril 2015

Convoqué le jeudi 23 avril 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mercredi 29 avril 2015 à 14h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, , Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Alex LARUE, Audrey LLEDO, Annie YAGUE.

Absents :

Véronique DEMON.

Délégations du Conseil Municipal au Maire- Modification

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La création de Montpellier Méditerranée Métropole a entraîné le transfert à cette dernière de la compétence communale en matière de PLU (à l'exception des domaines restant à la charge de la commune en 2015 du fait des conventions de gestion transitoire).

Le transfert de la compétence en matière de PLU entraîne conséquemment le transfert du droit de préemption urbain à la Métropole.

Cette situation peut être problématique dans la mesure où la Métropole ne peut exercer le droit de préemption urbain que pour la réalisation d'opérations d'intérêt métropolitain et, qu'à l'inverse, les communes ne peuvent plus l'exercer pour la réalisation d'opérations d'intérêt communal.

Le code de l'urbanisme permet de remédier à cette situation. Il prévoit en effet la possibilité pour la collectivité titulaire du droit de préemption de déléguer celui-ci à l'occasion de l'aliénation d'un bien (au cas par cas) ou sur une ou des parties de territoire.

Une réflexion va être engagée entre Montpellier Méditerranée Métropole et ses communes membres en vue d'identifier des parties de territoire communal sur lesquelles la Métropole pourra déléguer son droit de préemption aux communes.

Dans l'attente, et afin, jusque-là, de ne pas priver la commune d'un moyen important d'action foncière pour la réalisation de projets d'intérêt communal, il est envisagé que la Métropole procède à des délégations à la commune à l'occasion de l'aliénation de biens sur lesquels l'opportunité de réaliser une opération d'intérêt communal existe (délégation au cas par cas).

Le mécanisme de cette délégation suppose que la Métropole approuve la délégation et que la Commune accepte celle-ci avant que la préemption elle-même puisse être exercée.

Une telle procédure doit cependant s'inscrire dans un délai très contraint puisque la décision de préemption doit impérativement intervenir dans un délai de 2 mois suivant la réception de la déclaration d'intention d'aliéner.

Afin, de permettre un traitement optimal de ces situations et d'éviter que des interventions foncières ne puissent intervenir pour une question de délai, il est donc proposé au Conseil Municipal de modifier la délégation consentie au Maire par délibération en date du 24 avril 2014 (n° 2014/ 135) afin de permettre à ce dernier de pouvoir, par décision, accepter au nom de la Commune, les délégations de droit de préemption consenties au cas par cas par Montpellier Méditerranée Métropole.

Il vous est donc proposé de remplacer le 14 ° de ladite délibération par la rédaction suivante :

« 14° D'exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le code de l'urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire, de déléguer l'exercice de ces droits lorsque la commune en est titulaire. La délégation consentie au Maire inclut l'acceptation, au nom de la Commune, de toute délégation du droit de préemption consentie par Montpellier Méditerranée Métropole à l'occasion de l'aliénation d'un bien pour tout projet ou opération d'intérêt communal. »

Les délégations qui seront consenties ultérieurement par Montpellier Méditerranée Métropole, non pas au cas par cas, mais sur des parties de territoire ne sont pas concernées par cette délégation. Le Conseil Municipal sera donc amené à les traiter dès que les études les concernant auront abouti.

En conséquence il est proposé au Conseil Municipal :

- De remplacer le point 14° de la délibération du Conseil Municipal en date du 24 avril 2014 portant délégations du Conseil Municipal au Maire par la rédaction suivante :
« 14° D'exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le code de l'urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire, de déléguer l'exercice de ces droits lorsque la commune en est titulaire. La délégation consentie au Maire inclut l'acceptation, au nom de la Commune, de toute délégation du droit de préemption consentie par Montpellier Méditerranée Métropole à l'occasion de l'aliénation d'un bien pour tout projet ou opération d'intérêt communal. »
- De dire que les autres délégations consenties au Maire telles qu'approuvées par le Conseil Municipal restent inchangées.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,


Philippe SAUREL

Publiée le : 30 avril 2015

Séance publique du mercredi 29 avril 2015

Convoqué le jeudi 23 avril 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mercredi 29 avril 2015 à 14h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, , Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Khantaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Alex LARUE, Audrey LLEDO, Annie YAGUE.

Absents :

Véronique DEMON.

Principes de mise en oeuvre de la mutualisation des services de Montpellier Méditerranée Métropole et de la Ville de Montpellier au service des 31 communes et du projet de territoire

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et les autres communes membres de la Métropole intéressées et volontaires souhaitent s'engager dans une démarche de mutualisation des services. Cette démarche, qui est rendue obligatoire par la loi de réforme des collectivités territoriales du 16 décembre 2010, vise en premier lieu à rapprocher les services de la Métropole et de la Ville centre et à y associer les services des autres communes qui pourraient être intéressés par la démarche.

1. Une démarche au service du projet de territoire et de la cohérence de l'action publique :

Cette démarche a deux objectifs essentiels.

Il s'agit en premier lieu de construire une organisation à même de relever les défis du mandat :

- Structurer les 6 piliers du projet métropolitain : santé, développement numérique, mobilité et déplacements, développement touristique, agro-écologie/alimentation, patrimoine/culture et l'égalité des chances ;
- Développer les coopérations au sein du bloc communal, dans une logique de coopérative de services à destination des communes ;
- Placer la proximité, la réactivité et l'innovation au coeur des politiques publiques ;
- Gérer la contrainte : « faire mieux avec moins » ;
- Se préparer au transfert ou à la délégation potentielle de certaines compétences du Département (confirmé par l'examen du projet de loi NOTRE en première lecture), de la Région et de l'Etat.

Il s'agit par ailleurs d'améliorer la coordination et la cohérence des politiques publiques au sein du bloc communal en privilégiant la transversalité dans les réponses proposées aux habitants et aux usagers.

2. Vers une administration rassemblée :

Sur la base de ces objectifs politiques, il est proposé d'engager dès cette année une démarche de réorganisation de l'administration de la Métropole et de la Ville-centre autour de trois principes fondateurs.

- Une organisation rassemblée associant des services municipaux, métropolitains et mutualisés
 - Des services municipaux pour les compétences purement municipales (exemples : éducation, petite enfance, tranquillité publique) ;
 - Des services métropolitains pour les compétences totalement métropolitaines avant le 1^{er} janvier 2016 ou à compter du 1^{er} janvier 2016 (exemples : eau et assainissement, gestion des déchets, entretien de l'espace public, planification urbaine, etc.) ;
 - Des services mutualisés pour les compétences ou fonctions supports partagées : dans un premier temps, l'ensemble de la direction générale puis le moment venu, et en fonction des arbitrages, des directions transversales (exemples : finances, ressources humaines, informatique, affaires juridiques et commande publique, moyens généraux, etc.) ou certaines directions opérationnelles (exemple : culture, sport).
- Une organisation contribuant activement à la structuration d'une coopérative de services aux communes

La construction d'une administration rassemblée entre la Métropole et sa Ville-centre s'opèrera au bénéfice des 31 communes et sera un vecteur efficace pour développer des coopérations multiples et diverses au sein du bloc communal : animation de réseaux d'expertise thématiques (ex : affaires juridiques, aménagement opérationnel, plans communaux de sauvegarde), mise en place de services communs « à la carte » (exemple : maintenance informatique, gestion des salles spectacle communales), coordination accrue entre les politiques communales et métropolitaines sur des champs partagés (exemple : culture et sport).

3. Une méthode de travail garantissant transparence, équité et association active de l'ensemble des parties prenantes :

La réussite de cette démarche repose sur une large association de l'ensemble des parties prenantes concernées à toutes les étapes du projet :

- L'ensemble des élus concernés seront mobilisés au travers d'un groupe de travail politique dédié, qui permettra de présenter, discuter et amender les différentes hypothèses de travail étudiées par l'administration, en amont de leur présentation en Conférence des maires et/ou en Bureau municipal ;
- L'encadrement (directeurs, chefs de service) et les directeurs généraux des services des communes) seront associés aux principales propositions stratégiques via les groupes de travail et seront régulièrement réunis pour être informés des points d'avancement de la démarche ;
- Les agents seront directement informés au travers d'un support de communication interne spécifique (qui paraîtra autant que de besoin) et de réunions dédiées ouvertes à tous. Il leur sera également proposé de participer, sur la base du volontariat, à des ateliers de travail collaboratifs destinés à alimenter la rédaction d'un projet d'administration partagé et concerté ;
- Les organisations syndicales seront invitées à participer à un comité de suivi dédié à cette démarche.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :

- valider les principes et les conditions de mise en oeuvre d'une démarche mutualisation des services cités ci-dessus ;

- autoriser Monsieur le Maire, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 30 avril 2015

Séance publique du mercredi 29 avril 2015

Convoqué le jeudi 23 avril 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mercredi 29 avril 2015 à 14h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, , Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Khantaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Alex LARUE, Audrey LLEDO, Annie YAGUE.

Absents :

Véronique DEMON.

Création d'un service commun de direction du protocole et de l'événementiel

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dotée d'un pacte de confiance métropolitain, Montpellier Méditerranée Métropole a posé les bases d'une intercommunalité consentie et négociée. Cette nouvelle gouvernance des relations entre la Métropole et ses communes place la coopération au cœur de son projet politique.

Sur ce fondement et dans cet esprit de coopération, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ont mutualisé leur direction générale des services, leur direction et chef de cabinet.

Afin de poursuivre la rationalisation du pilotage de certaines activités placées au cœur de la collaboration entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, il est proposé de créer un service commun de direction du protocole et de l'événementiel.

Les lois n°2010-1563 du 16 décembre 2010, n°2012-281 du 29 février 2012 et n°2014-58 du 27 janvier 2014 ont défini un cadre juridique pour la mise en œuvre de services communs entre un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et une ou plusieurs de ses communes membres, en dehors des compétences transférées. La création de ces services communs est codifiée à l'article L.5211-4-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ce service commun sera mis en place au plus tôt à partir du 1^{er} juin 2015 et concernera le seul poste de directeur. Les modalités de cette mutualisation seront consignées dans une convention de service commun.

Le service commun de direction du protocole et de l'événementiel sera géré par la Métropole et placé, en fonction de la mission réalisée, sous l'autorité fonctionnelle du Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou sous celle du Maire de la Ville de Montpellier.

Il est convenu que les dépenses mutualisées dans le cadre de cette convention, qui couvriront notamment les charges de personnel et frais assimilés, seront remboursées par la Ville de Montpellier à la Métropole selon une clé de répartition des dépenses entre collectivités à hauteur de 50 % chacune.

Le Comité Technique a été saisi pour avis dans sa séance du 21 avril 2015 sur la convention de service commun et la fiche d'impact, décrivant notamment les effets sur l'organisation et les conditions de travail.

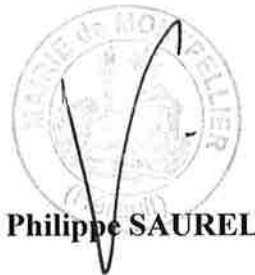
La Métropole Montpellier Méditerranée a également saisi son Comité Technique et son assemblée délibérante, aux fins d'approuver et de signer ladite convention.

En conséquence il est proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver le principe de création d'un service commun de direction du Protocole et de l'événementiel;
- D'autoriser l'autorité territoriale à signer la convention afférente entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, telle que présentée en annexe ;
- D'inscrire les dépenses correspondantes au budget du personnel.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 30 avril 2015

Séance publique du mercredi 29 avril 2015

Convoqué le jeudi 23 avril 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mercredi 29 avril 2015 à 14h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, , Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Rabii YOUSOUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Alex LARUE, Audrey LLEDO, Annie YAGUE.

Absents :

Véronique DEMON.

Création d'un service commun de direction de la culture

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dotée d'un pacte de confiance métropolitain, Montpellier Méditerranée Métropole a posé les bases d'une intercommunalité consentie et négociée. Cette nouvelle gouvernance des relations entre la Métropole et ses communes place la coopération au cœur de son projet politique.

Sur ce fondement et dans cet esprit de coopération, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ont mutualisé leur direction générale des services, leur direction et chef de cabinet.

Afin de poursuivre la rationalisation du pilotage de certaines activités placées au cœur de la collaboration entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, il est proposé de créer un service commun de direction de la culture.

Depuis 2002 et la création de l'Agglomération de Montpellier, la majeure partie des équipements et manifestations culturels ont été transférés de la Ville de Montpellier à l'Agglomération. La direction de la culture de l'Agglomération a été ainsi amenée d'entrée de jeu à gérer un grand nombre de bâtiments et des effectifs importants. Aujourd'hui, avec environ 500 agents et plus de 100 000 m² de locaux, il s'agit de la Métropole la mieux dotée en la matière.

La direction de la culture et du patrimoine de la Ville de Montpellier compte de son côté une centaine d'agents et gère de nombreux lieux et manifestations : les ZAT, le théâtre Jean Vilar, les musées et sites historiques, les espaces d'exposition dédiés à l'art contemporain et à la photographie, le centre d'art numérique la Panacée.

L'intérêt de rapprocher ces deux directions dont les objets, les enjeux, les fonctionnements, les métiers sont proches s'est ainsi constitué progressivement dans un contexte de recherche permanente de synergies et de transversalités entre les équipes.

Les lois n°2010-1563 du 16 décembre 2010, n°2012-281 du 29 février 2012 et n°2014-58 du 27 janvier 2014 ont défini un cadre juridique pour la mise en œuvre de services communs entre un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et une ou plusieurs de ses communes membres, en dehors des compétences transférées. La création de ces services communs est codifiée à l'article L.5211-4-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ce service commun sera mis en place au plus tôt à partir du 1^{er} juin 2015 et concernera le seul poste de directeur. Les modalités de cette mutualisation seront consignées dans une convention de service commun.

Le service commun de direction de la culture sera géré par la Métropole et placé, en fonction de la mission réalisée, sous l'autorité fonctionnelle du Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou sous celle du Maire de la Ville de Montpellier.

Il est convenu que les dépenses mutualisées dans le cadre de cette convention, qui couvriront notamment les charges de personnel et frais assimilés, seront remboursées par la Ville de Montpellier à la Métropole selon une clé de répartition des dépenses entre collectivités à hauteur de 50 % chacune.

Le Comité Technique a été saisi pour avis dans sa séance du 21 avril 2015 sur la convention de service commun et la fiche d'impact, décrivant notamment les effets sur l'organisation et les conditions de travail.

La Métropole Montpellier Méditerranée a également saisi son Comité Technique et son assemblée délibérante, aux fins d'approuver et de signer ladite convention.

En conséquence il est proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver le principe de création d'un service commun de direction de la culture ;
- D'autoriser l'autorité territoriale à signer la convention afférente entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, telle que présentée en annexe ;
- D'inscrire les dépenses correspondantes au budget du personnel.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 31 mars 2015

Séance publique du mercredi 29 avril 2015

Convoqué le jeudi 23 avril 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mercredi 29 avril 2015 à 14h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Alex LARUE, Audrey LLEDO, Annie YAGUE.

Absents :

Véronique DEMON.

Transfert de trois postes de la Ville de Montpellier vers Montpellier Méditerranée Métropole au titre de la compétence PLU

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Suite au décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 portant création de la métropole au 1^{er} janvier 2015 et afin de garantir la continuité et la bonne organisation du service et de disposer, pour les communes comme pour la Métropole, du temps nécessaire pour mettre en œuvre le transfert des compétences dans de bonnes conditions, la délibération n°12661 du 18 décembre 2014 a autorisé la signature de conventions de gestion provisoire pour l'exercice des nouvelles compétences avec les 31 communes membres.

Dans le cadre de ces conventions, il a été convenu par exception une prise de compétence en quasi complet exercice de la Métropole pour les PLU au 1^{er} janvier 2015. La Métropole prend ainsi en charge les procédures relevant du Code de l'Urbanisme ainsi que les contrats ayant pour l'objet la révision ou l'élaboration du PLU, impliquant une forte mobilisation de ses services sur cette compétence, tant en terme de conduite des procédures qu'en terme de coordination et de suivi des démarches communales afin d'intégrer les cohérences métropolitaines, dès 2015.

Cette démarche s'inscrit dans un contexte de nombreuses révisions des PLU communaux et dans l'attente d'un Plan local d'urbanisme intercommunal, pour lequel un consensus s'est dégagé afin d'adopter des principes de gouvernance et de les inscrire dans une charte. La Métropole et ses 31 communes membres ont pris acte des évolutions de cette compétence, souhaité l'inscrire dans la collaboration et permis une progressivité dans sa mise en œuvre effective.

La charte a déjà été adoptée par 30 communes et pourra bientôt être soumise au Conseil métropolitain. Eu égard à l'ensemble de ces avancements, il est proposé de progressivement mettre en œuvre les transferts de personnel correspondants, afin de répondre aux demandes de l'ensemble des communes dans la perspective du PLUI commun.

Considérant que la Ville de Montpellier a adopté la charte de gouvernance le 19 février 2015 et que 3 agents ont été identifiés parmi ses effectifs dans l'exercice de cette compétence transférée du PLU, il est proposé de procéder le 1er mai 2015 au transfert de ces agents auprès de la Métropole, après avis des Comités Techniques de la Ville et de la Métropole, le 21 avril 2015, dans les conditions de l'article L.5211-4-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Les agents ont été préalablement informés, dans le cadre d'entretiens individuels menés avec la Direction des Ressources Humaines et la Direction de l'Urbanisme et de l'Habitat de la Métropole, des effets du transfert sur leurs situations statutaires et ont été appelés à exercer leur droit d'option relatif au régime indemnitaire ainsi qu'aux avantages acquis.

Au regard du transfert des trois agents relevant du cadre d'emplois d'ingénieur territorial est également proposée la suppression de deux postes d'ingénieur principal et d'un poste d'ingénieur au tableau de l'effectif de la Ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal d'approuver :

- Le transfert de plein droit de trois agents municipaux relevant de la compétence PLU, transférée au 1^{er} janvier 2015, à compter du 1^{er} mai 2015 (détail du transfert dans le tableau ci-joint en annexe) ;
- La suppression au tableau de l'effectif de la Ville des trois postes transférés (deux postes d'ingénieur principal et un poste d'ingénieur).

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 30 avril 2015

Recueil des Actes Administratifs

Décisions

**Rapportées en séance du Conseil municipal
Du 29 avril 2015**

Communication

**Article L 2122-22 et L 2122-23 du
 Code Général des Collectivités Territoriales :**

En application de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, le maire doit rendre compte des décisions à chacune des réunions obligatoires du conseil municipal. Cette communication ne donne pas lieu à un débat. L'ensemble des décisions, et leurs annexes, sont consultables auprès du Secrétariat Général – Service de l'Assemblée.

Numéro de la décision	Synthèse de la décision
----------------------------------	--------------------------------

2015/0100	De signer un avenant de transfert avec la société Groupe SCALA relatif au contrat de Support Microsoft : Messagerie et Collaboratif, à compter du 24 décembre 2014 pour une durée d'un an reconductible trois fois à compter de la date de notification initiale et un montant maximum de 80 000 euros HT sur la durée totale du marché.
2015/0101	ZAC Port Marianne - Jardins de la Lironde - Approbation de la convention de participation Ville / SERM / M.PLANCHON - Parcelles DL n°490 et 497 pour un montant de 34 376 € (soit 160 €/m²).
2015/0103	Avenant au marché de location et mise en place d'équipements de sonorisation pour les manifestations, Marché n°4B0064B14, pour une durée de 10 semaines sans incidence sur le montant initial du marché.
2015/0108	Attribution du marché à bons de commande sans minimum et avec un maximum de 150 000,00 Euros H.T. concernant l'assistance à Maîtrise d'Ouvrage - Assistance à l'exploitation pour le tunnel de la Comédie au bureau d'études B.G Ingénieurs Conseils sis 69006 Lyon pour une durée de 48 mois.
2015/0109	Depuis 2013, la Ville adhère à l'Association Nationale des Conseils d'Enfants et de Jeunes (ANACEJ). Il est proposé de confirmer cette adhésion pour l'année 2015, pour un montant de 5 132,22 € (à l'identique de l'année 2014)
2015/0110	La Ville décide de signer avec Montpellier Méditerranée Métropole la convention de partage des coûts d'électricité et de chauffage entre le complexe sportif Léon Cazals (propriété de la Ville) et la piscine Nakache (propriété de Montpellier Méditerranée Métropole) pour une durée de 3 ans, à compter du 1er janvier 2015.
2015/0111	Marché public: réalisation et commercialisation de trois catalogues d'exposition photographique pour le Pavillon Populaire n°5B0037, pour un montant de 61 350 € HT, attribué aux éditions Hazan.
2015/0112	Après consultation, la Ville de MONTPELLIER décide d'attribuer le marché "l'achat de mobilier urbain et de fournitures pour la Voirie et les Espaces Verts, (4D0060)" pour le lot n°1 à la société QUADRIMEX pour un montant total de commandes de 20 000 € HT, pour le lot n°2 à la société SERI pour un montant total de commandes de 8 000.00 € HT, pour le lot n°3 à la société SODILOR pour un montant total de commandes de 20 000.00 € HT, pour le lot n°4 à la société SINEU GRAFF pour un montant total de commandes de 40 000.00 € HT, pour le lot n°5 à la société SINEU GRAFF pour un montant total de commandes de 10 000.00 € HT, pour le lot n°6 à la société AREA pour un montant total de commandes de 8 000.00 € HT, pour le lot n°7 à la société SINEU GRAFF pour un montant total de commandes de 35 000.00 € HT, pour le lot n°8 à la société HENRY pour un montant total de commandes de 20 000.00 € HT, pour le

	lot n°9 à la société MOBILCONCEPT METALCO pour un montant total de commandes de 6 000.00 € HT, pour le lot n°10 à la société CONCEPTURBAIN pour un montant total de commandes de 9 000.00 € HT. Ce sont des marchés uniques conclus pour une première période d'exécution de un an à compter de sa date de notification, avec une durée maximale de reconduction de trois ans.
2015/0113	La Ville de Montpellier décide de souscrire un abonnement à la base de données juridiques en ligne Lexis Nexis pour un montant de 22 678 € HT, tarif forfaitaire pour une ville comptant entre 100 000 et 300 000 habitants, incluant un nombre illimité de connexions.
2015/0114	Autorisation de signer l'avenant n° 1 concernant la mise en place d'un moyen de paiement dématérialisé dans le cadre du marché de gestion du stationnement payant sur voirie.
2015/0115	Reconduction d'un an du contrat de location de la parcelle CH 48 avec l'entreprise SNC Le Royal comme prévu dans la convention initiale (reconduction expresse).
2015/0116	Marché public: contrat de prêt, mise à disposition et production d'oeuvres pour l'exposition Jakob Tuggener, "Fabrik/l'usine" au Pavillon Populaire avec la Fondation suisse pour la photographie - Montant: 22 000 €
2015/0117	Marché public: service de restauration sur place (catering) dans le cadre de la ZAT d'avril 2015 attribué à l'ESAT la Bulle bleue pour un montant maximum de 20 000 € HT
2015/0118	Décision visant à autoriser la signature d'une convention de participation aux équipements publics de la ZAC Malbosc de 439 560 € en vue de l'attribution d'un permis de construire pour la réalisation d'un immeuble collectif.
2015/0119	La Ville de Montpellier souhaite renouveler la convention de partenariat entre la Ville de Montpellier, la Région Languedoc Roussillon et le Lycée Jules GUESDE sur les modalités d'utilisation du terrain Alain Delylle et du gymnase Micheline Ostermeyer et ce pour une période de 3 ans, à compter du 1er janvier 2015.
2015/0122	D'attribuer le marché «Services de communications électroniques » à la société BOUYGUES TELECOM pour un montant maximum sur la durée totale du marché de 480 000 € HT pour le lot 2, et une durée de 2 ans tacitement reconductible une fois pour une période identique.
2015/0123	De signer la convention de location du réseau haut débit entre la Ville de Montpellier et la société COMPLETEL pour une durée de dix ans.
2015/0124	Attribution du marché de maintenance du logiciel OASIS à l'entreprise TWS pour un montant total maximum de 18 000€ HT
2015/0125	La Ville décide de passer un avenant pour l'ajout de 4 lignes de prix supplémentaires au bordereau de prix unitaires du lot 8, suite aux changements de pratiques d'entretien des cimetières. En effet la Ville intègre à compter de 2015 une politique de gestion "0 phyto". Les modifications de cet avenant n'induisent aucun changement sur le montant maximum du lot 8.
2015/0126	Dans le cadre de la préparation d'un ANRU 2 à la Mosson, il s'agit d'attribuer à EGIS CONSEIL un marché d'accompagnement à la formalisation du protocole de préfiguration pour un montant de 19 575 € HT.
2015/0127	Nécessité de conclure un avenant n°1 de 2.954 € HT sur le marché 3D0578 avec l'entreprise Citéos-Travesset titulaire du lot n°2 Eclairage Public. Ce qui correspond à une augmentation de 5.39 % par rapport au montant du marché initial.
2015/0128	Attribution du marché de maintenance des logiciels IMAGIS à l'entreprise IMAGIS pour un montant annuel maximum de 3 500€ HT et pour une durée de un an reconductible 3 fois.
2015/0129	Location de salles auprès de la Mutualité Française Hérault dans le cadre de l'organisation de la ZAT 9, du 2 mars au 9 avril 2015, pour un montant de 1794 € HT.
2015/0130	La Ville de Montpellier décide d'attribuer le marché pour l'achat de prestations de service à la Fédération Française de Gymnastique, dans le cadre des Championnats d'Europe de GYmnastique au Park&Suite de l'Aréna de Montpellier du 15 au 19 Avril 2015 pour un montant de 86 000 € HT, soit 100 115 € T.T.C.
2015/0131	Suite à une consultation, il a été décidé d'attribuer le marché n° 5A0212 à la société Logitud Solutions, propriétaire du progiciel Planitech, donc seul prestataire habilité à maintenir en bon état de fonctionnement le produit, utilisé par le service des sports dans le cadre de la gestion de l'occupation des installations sportives de la Ville, pour un montant de 3 656 € HT pour 2015, reconductible tacitement jusqu'au 31 décembre 2018.

2015/0132	Après consultation, la Ville de MONTPELLIER décide d'attribuer le marché "Achat de matériel de puériculture et de mobilier pour les crèches (5B0047)" pour le lot n°1 à la société PRESTA BABY pour un montant total de commandes sans minimum et avec un maximum de 8 000.00 € HT, pour le lot n°2 à la société PRESTA BABY pour un montant total de commandes sans minimum et avec un maximum de 4 000.00 € HT, pour le lot n°3 à la société WESCO pour un montant total de commandes sans minimum et avec un maximum de 30 000.00 € HT, pour le lot n°4 à la société MATHOU pour un montant total de commandes sans minimum et avec un maximum de 14 000.00 € HT, pour le lot n°5 à la société CAMEL DIAM pour un montant total de commandes sans minimum et avec un maximum de 4 000.00 € HT. Ce sont des marchés uniques à bons de commandes pour une période d'exécution de cinq mois à compter de la date de notification.
2015/0133	Après consultation, la Ville de MONTPELLIER décide d'attribuer le marché "l'Achat de produits d'entretien cuisine (n°5B0023)" à la société SOCODIF pour un montant de commandes sans minimum et avec un maximum de 85 000 € HT. C'est un marché unique pour une durée d'exécution de un an à compter de sa date de notification.
2015/0134	Considérant qu'il y a lieu de procéder à un MAPA, afin de choisir un prestataire pour la distribution de flyers et de journaux municipaux à l'aide de triporteurs. Le marché a été attribué à la société Ca C fait.Com pour un montant compris entre 5 000 € et 21 250 € HT.
2015/0135	Depuis le 1er janvier 2015, les droits et obligations détenus par SSICoor ont été transférés à NAMIXIS : marché public 1M134. En conséquence, un avenant de transfert n°2 est proposé à la signature de Monsieur le Maire pour régularisation avec la nouvelle entreprise.
2015/0136	Convention de location de locaux à titre gratuit à la Ville par l'Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole dans le cadre de la ZAT, du 2 au 9 avril 2015.
2015/0137	La Ville de Montpellier souhaite renouveler la convention de partenariat entre la Ville de Montpellier, la Région Languedoc Roussillon et le Lycée Georges FRÊCHE sur les modalités d'utilisation des installations mises à disposition par la Ville de Montpellier, essentiellement des installations couvertes, et ce pour une période de 3 ans, à compter du 1er janvier 2015.
2015/0138	Autorisation de passer des commandes à l'UGAP pour l'achat de véhicules pour un montant maximum de 500 000 € HT jusqu'au 31/12/2015.
2015/0139	Entretien et réparation du compresseur d'air de la Cuisine Centrale des Restaurants Scolaires. MAPA reconductible 3 fois. Montant annuel HT : 1025 euros. Montant sur 4 ans : 4100 euros.
2015/0140	Depuis de nombreuses années la Ville adhère au Club de la Presse. Il est proposé de confirmer notre adhésion pour l'exercice 2015, Chapitre 920 Nature 6281 pour un montant prévisionnel de 2500 €.
2015/0141	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Copropriété 07 boulevard du Jeu de Paume
2015/0142	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ KOCIAK Serge
2015/0143	La Ville de Montpellier décide de réformer et de céder des matériels.
2015/0144	La Ville de Montpellier décide d'autoriser la signature du marché Conseil et représentation en justice : <ul style="list-style-type: none"> - pour le lot 1 avec le groupement SCP VINSONNEAU-PALIES NOY GAUER ET ASSOCIES et SCP CHARREL ET ASSOCIES, pour un montant minimum de 10 000 € annuels ; - pour le lot 2 avec le groupement SCP VINSONNEAU-PALIES NOY GAUER ET ASSOCIES et SCP CHARREL ET ASSOCIES, pour un montant minimum de 60 000 € annuels ; - pour le lot 3 avec le groupement SELARL LEGITIMA et MAITRE MAJDRI, pour un montant minimum de 20 000 € annuels ; - pour le lot 4 avec le groupement SCP VINSONNEAU-PALIES NOY GAUER ET ASSOCIES et SCP CHARREL ET ASSOCIES, pour un montant minimum de 5 000 € annuels ; - pour le lot 5 avec la SCP SPINOSI ET SUREAU (sans montant minimum)

2015/0145	Convention de service Points Hauts Ville/TaM - Mise à disposition d'un local au sein de l'Hôtel de Ville à titre onéreux.
2015/0146	Attribution d'un marché passé selon une procédure adaptée conformément à l'article 28.II du code des marchés publics pour des missions de prévention sur les événements festifs en permanence statique avec véhicule à l'association du comité de l'Hérault d'éducation pour la santé sise 54 Chemin de Moularès - 34070 Montpellier. Marché à Bons de commande sans minimum, mais avec un maximum de 15 000,00 Euros H.T. sur une durée de 8 mois.
2015/0148	D'exercer le droit de préemption sur la cession du fonds de commerce propriété de la SARL LES 2M, situé 31 rue Saint Guilhem, cadastré section HV 5, pour un montant de 26.000 € plus 5 000 € de commission.
2015/0149	Le 3 avril 2014, Thierry FRANCOIS, Claire DOMERGUE, Chantal MADRID et Mickaël COSSON ont été outragés dans l'exercice de leurs fonctions. Puis lorsqu'ils ont tenté d'interpeller Jérémy ARNASSALOM, ce dernier leur a résisté avec violence, ce qui a donné lieu à l'explosion de la bombe lacrymogène, blessant notamment les agents au torse et au visage.
2015/0150	Après consultation, la Ville de Montpellier décide d'attribuer le marché "l'achat d'un massicot professionnel d'imprimerie (5B0044)" à la société ATELIER SERVICE BUREAU pour un montant total de 27 800.00 € HT. C'est un marché unique ordinaire. La durée du marché se confond avec le délai d'exécution.
2015/0151	Il est décidé d'attribuer le marché à bons de commande sans minimum ni maximum "Maintenance et installation d'alarmes dans les bâtiments communaux" à la SNEF. Ce marché est conclu pour une durée d'1 an reconductible par période successive d'1 an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans.
2015/0152	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ DUSSAUT Guy (PA)

**Avenant de transfert pour le Support Microsoft :
Messagerie et Collaboratif
Marché 3B0449**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire ;

Considérant :

- Que par décision en date du 22 juillet 2013, le Maire de la Ville de Montpellier a attribué le marché de Support Microsoft : Messagerie et Collaboratif à la société NEXTEC SYSTEMS pour une durée d'un an tacitement reconductible trois fois, pour un montant de 80 000 euros HT sur la durée totale du marché ;
- Que par courrier en date du 6 janvier 2015 la société Groupe SCALA nous informait de sa fusion absorption de la société Nextec Systems à la date du 24 décembre 2014 ;
- Que les conditions contractuelles sont entièrement maintenues ;

Décide en conséquence :

- D'adopter l'avenant de transfert de ce marché de support au profit de la société Groupe Scala, sise Immeuble Grand Ecran – 11 avenue André Roussin – 13016 MARSEILLE ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville de Montpellier, chapitres 900 et 920.

Montpellier, le 26/03/2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué

Max LEVITA



Publiée le : 27/03/2015
Notifiée le :

**ZAC Port Marianne - Jardins de la Lironde -
Convention de participation Ville / SERM / consorts
Planchon**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2015/0093/T/R du 20 janvier 2015 de M. Philippe SAUREL, Maire de Montpellier, donnant à Mme Stéphanie JANNIN, Adjoint au Maire, délégation de fonctions ;
- Vu le Code de l'urbanisme et plus particulièrement son article L. 311-4 ;
- Vu la délibération n°34/2005 du Conseil municipal en date du 25 février 2005 approuvant le dossier de création de l'extension de la zone d'aménagement concerté Port Marianne – Jardins de la Lironde ;
- Vu la délibération n°71/2005 du Conseil municipal en date du 25 juillet 2005 approuvant le dossier de réalisation de l'extension de la ZAC Port Marianne – Jardins de la Lironde ;
- Vu la délibération n°16/1998 du Conseil municipal du 30 mars 1998 approuvant les termes de la concession d'aménagement confiant à la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM) l'aménagement de la ZAC Port Marianne – Jardins de la Lironde ;
- Vu la concession d'aménagement signée en date du 13 mai 1998 ;
- Vu la délibération n° 44/2001 du Conseil municipal en date du 25 juillet 2001 approuvant les termes de l'avenant n° 2 à la concession d'aménagement ;
- Vu l'avenant n° 2 à la concession d'aménagement signé le 6 septembre 2001 et plus particulièrement ses articles 8 ter et 17-IV ;

Considérant :

- Que M. PLANCHON, constructeur, envisage, sur sa propriété située au sein de la ZAC Port Marianne – Jardins de la Lironde, la construction d'une maison d'habitation en R+1, correspondant à 214,85 m² de surface de plancher globale.
- Qu'il y a lieu d'établir, en vue de compléter la demande de permis de construire, une convention de participation entre la Ville de Montpellier et M. PLANCHON, afin de préciser les conditions de sa participation financière au coût de l'équipement de la zone d'aménagement concerté Port Marianne – Jardins de la Lironde, les parcelles cadastrées section DL n°490 et 497, objets du programme de construction, étant localisées à l'intérieur du périmètre de la ZAC, mais non acquises par l'aménageur et propriétés de M. PLANCHON.

- Les éléments suivants relatifs au projet de construction envisagé, résumés comme suit :
 - Surface de plancher (SdP) envisagée : 214,85 m²,
 - Calcul du montant estimé de la participation :
 - Base de calcul : 160 €/ m² SdP
 - 214,85 x 160 = 34 376 €.

Le montant total définitif de la participation du constructeur sera calculé sur la base du nombre de m² SdP autorisé par le permis de construire effectivement délivré.

Décide en conséquence :

- De conclure la convention de participation entre la Ville de Montpellier et M. PLANCHON, telle qu'annexée à la présente décision.
- D'autoriser le versement du montant de la participation directement au bénéfice de la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM) selon les modalités de l'article 4.2 de la convention de participation.
- D'autoriser, Madame La Première adjointe, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Montpellier, le 25/03/2015

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Madame la Première Adjointe**

Stéphanie JANNIN

Publiée le : 26/03/2015
Notifiée le :

**Avenant au marché de location et mise en place
d'équipements de sonorisation pour les manifestations
Marché n°4B0064B14**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2015/0127 du 21 janvier 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Cédric de Saint Jouan, adjoint délégué ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à la prolongation du marché de location et mise en place d'équipements de sonorisation pour les manifestations, jusqu'au 4 juin 2015, dans l'attente de la passation du nouveau marché
- Que l'entreprise TEXEN est titulaire du marché depuis le 4 avril 2014 ;

Décide en conséquence :

- D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché précité au bénéfice de l'entreprise TEXEN, 290 rue de Massacan, 34741 Vendargues pour une durée de 10 semaines, sans incidence sur le montant initial du marché ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2015 de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant au marché 4B0064 B14.

Montpellier, le 24/3/2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Cédric de SAINT-JOUAN



Publiée le : 25/3/2015
Notifiée le :

**Attribution d'un marché à procédure adaptée
concernant l'assistance à Maîtrise d'Ouvrage
Assistance à l'exploitation pour le tunnel de la
Comédie de la Ville de Montpellier
Autorisation de signer le marché**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n° 2015/0039 du 20 janvier 2015 donnant délégation de signature à Madame Marie-Hélène SANTARELLI, adjointe déléguée à la sécurité.

Considérant :

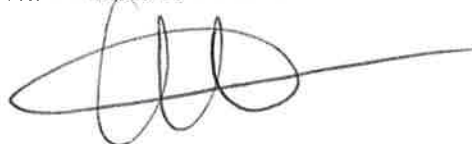
- Qu'il y a lieu de confier à un prestataire le marché concernant l'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage : Assistance à l'Exploitation du tunnel de la Comédie ;
- Qu'à la suite d'une consultation en date du 19 janvier 2015 pour un marché immatriculé 4C0039, conformément à l'article 28 du code des Marchés Publics, le bureau d'études B.G Ingénieurs Conseils sis 13 Rue des Emeraudes – 69006 Lyon a présenté l'offre économiquement la plus favorable ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché à bons de commande sans minimum et avec un montant maximum de 150 000,00 Euros H.T. au bureau d'études B.G Ingénieurs Conseils sur une durée de 48 mois à compter de la notification.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2015 de la Direction du Génie Urbain - Nature : 4581 – Chapitre 917 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'adjointe déléguée à la sécurité à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 25/03/2015

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Madame l'Adjointe déléguée
Marie-Hélène SANTARELLI**



Publiée le : 26/03/2015
Notifiée le :

**Renouvellement de la Cotisation à l'Association
Nationale des Conseils d'Enfants et de Jeunes
(ANACEJ) pour l'année 2015**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté 2015/0107/T/R du 20/01/2015 donnant délégation de signature à Monsieur Fabien ABERT, Adjoint délégué ;

Considérant :

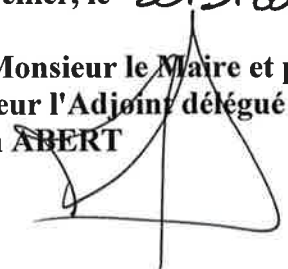
- Dans le cadre de sa politique Jeunesse et en lien avec son Conseil Montpelliérain de la Jeunesse, la Ville de Montpellier est adhérente de l'Association Nationale des Conseils d'Enfants et de Jeunes (ANACEJ) depuis 2013.
- En 2014, la Ville de Montpellier a été élue comme membre du Conseil d'Administration et du Bureau de l'ANACEJ.
- Cette association, a pour objectifs de promouvoir la participation des enfants et des jeunes à la décision publique et leur concertation au niveau local avec les élus. Elle accompagne les collectivités locales dans la mise en place d'instances de participation des jeunes et leur association à la construction des politiques publiques.
- Considérant les éléments exposés ci-avant, il est proposé de renouveler l'adhésion de la Ville de Montpellier à l'ANACEJ pour l'exercice 2015.

Décide en conséquence :

- d'accepter le renouvellement de cette adhésion pour l'année 2015 et le versement de la cotisation à l'ANACEJ d'un montant total de 5 132,22 € sur les crédits inscrits au budget 2015 de la Ville, chapitre 924,
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 30/3/2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Fabien ABERT



Publiée le : 31/3/2015
Notifiée le :

PISCINE ALFRED NAKACHE
Convention de mise à disposition de réseaux dans le
complexe sportif Léon Cazals entre
Montpellier Méditerranée Métropole
et la Ville de Montpellier

1er Janvier 2015 – 31 Décembre 2017

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté 2015/0107 du 20 Janvier 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Fabien ABERT, Adjoint délégué à la Jeunesse et aux Sports ;

Considérant :

- que Montpellier Méditerranée Métropole a procédé à l'acquisition de la piscine Nakache sise à l'intérieur du complexe sportif Léon Cazals, propriété de la Ville de Montpellier,
- que les réseaux de la piscine sont en commun avec les réseaux communaux, et qu'il y a donc lieu de définir les modalités de répartition des coûts.

Décide en conséquence :

- de renouveler avec Montpellier Méditerranée Métropole, la convention de partage des charges d'électricité et de chauffage, du fait de réseaux en commun, à compter du 1er janvier 2015 et pour une durée de 3 ans.
- d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tous les documents relatifs à cette affaire ;

Montpellier, le 10/01/2015
Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Fabien ABERT

Publiée le : 13/04/2014
Notifiée le :

**Marché public: réalisation et commercialisation de
trois catalogues d'exposition photographique pour le
Pavillon Populaire
n°5B0037**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2015/0127 du 21 janvier 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Cédric de Saint Jouan, adjoint délégué ;

Considérant :

- Que la Ville souhaite faire réaliser et commercialiser des catalogues pour les expositions photographiques présentées au Pavillon Populaire ;
- Qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 28 et 30 du code des marchés publics, sous la forme d'un marché ordinaire, pour une durée de 18 mois à compter de la notification ;
- Que les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient la valeur technique (60%) et le prix (40%) ;
- Qu'après analyse, les éditions HAZAN, 11 rue Paul Bert, 92247 Malakoff, ont présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché de réalisation et commercialisation de trois catalogues d'exposition photographique pour le Pavillon Populaire aux éditions Hazan, pour un montant global de 61 350 € HT (56 850 € pour l'offre de base, 3 200 € pour l'option 1 et 1 300 € pour l'option 3) ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec l'entreprise concernée.

Montpellier, le 31/3/2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Cédric de SAINT-JOUAN

Publiée le : 01/04/2015
Notifiée le :

**Attribution d'un marché public en appel d'offres
ouvert pour l'achat de mobilier urbain et de
fournitures pour la Voirie et les Espaces Verts.
(4D0060)**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n° 2015/0038/T/R du 20 janvier 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA Adjoint Délégué ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat de mobilier urbain et de fournitures pour les services de la Voirie et des Espaces Verts de la ville.
- Qu'une procédure a été lancée, en date 24 novembre 2014, conformément aux articles 33 3° alinéa, 57 à 59, et 77-1 du Code des Marchés Publics sous la forme d'un marché en appel d'offres ouvert, à bons de commandes, sans minimum et sans maximum (N°4D0060). Le marché est conclu pour une durée initiale de un an à partir de sa date de notification. Il peut être reconduit par période successive de un an pour une durée maximale de reconduction de trois ans.
- Les critères d'analyse pour le jugement des offres du **lot n°1 (Sel de déneigement)** étaient les suivants : la valeur technique pour 60% et le prix pour 40%.
- Que la commission d'appel d'offres, dans la séance du 17 mars 2015, a attribué le marché à la société **QUADRIMEX**, 772 chemin du Mitan, 84 300 Cavaillon, pour le **lot n°1**, présentant l'offre jugée économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères.
- Les critères d'analyse pour le jugement des offres du **lot n°2 (Mobilier urbain acier potelets anti-stationnement)** étaient les suivants : la valeur technique pour 60% et le prix pour 40%.
- Que la commission d'appel d'offres, dans la séance du 17 mars 2015, a attribué le marché à la société **SERI**, 21 rue de Sanital BP 440, 86 104 Châtellerault Cedex, pour le **lot n°2**, présentant l'offre jugée économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères.
- Les critères d'analyse pour le jugement des offres du **lot n°3 (Equipement urbain de sécurité)** étaient les suivants : la valeur technique pour 60% et le prix pour 40%.
- Que la commission d'appel d'offres, dans la séance du 17 mars 2015, a attribué le marché à la société **SODILOR**, Parc industriel sud – ZI Neuwald, 18 rue René François Jolly, BP 407 39, 57 207 Sarreguemines Cedex, pour le **lot n°3**, présentant l'offre jugée économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères.

- Les critères d'analyse pour le jugement des offres du **lot n°4 (Banc public de type classique et salon contemporain)** étaient les suivants : la valeur technique pour 60% et le prix pour 40%.

- Que la commission d'appel d'offres, dans la séance du 17 mars 2015, a attribué le marché à la société **SINEU GRAFF**, 253 A rue d'Epfig - BP 50048 KOGENHEIM 67 232 Benfeld Cedex, pour le **lot n°4**, présentant une offre jugée économiquement avantageuse au regard de l'ensemble des critères.

- Les critères d'analyse pour le jugement des offres du **lot n°5 (banc public de type romantique)** étaient les suivants : la valeur technique pour 60% et le prix pour 40%.

- Que la commission d'appel d'offres, dans la séance du 17 mars 2015, a attribué le marché à la société **SINEU GRAFF**, 253 A rue d'Epfig - BP 50048 KOGENHEIM 67 232 Benfeld Cedex, pour le **lot n°5**, présentant une offre jugée économiquement avantageuse au regard de l'ensemble des critères.

- Les critères d'analyse pour le jugement des offres du **lot n°6 (banc public de type contemporain)** étaient les suivants : la valeur technique pour 60% et le prix pour 40%.

- Que la commission d'appel d'offres, dans la séance du 17 mars 2015, a attribué le marché à la société **AREA**, 17 rue d'Ariane, 31 240 l'Union, pour le **lot n°6**, présentant une offre jugée économiquement avantageuse au regard de l'ensemble des critères.

- Les critères d'analyse pour le jugement des offres du **lot n°7 (Corbeilles oblongues et contemporaines)** étaient les suivants : la valeur technique pour 60% et le prix pour 40%.

- Que la commission d'appel d'offres, dans la séance du 17 mars 2015, a attribué le marché à la société **SINEU GRAFF**, 253 A rue d'Epfig - BP 50048 KOGENHEIM 67 232 Benfeld Cedex, pour le **lot n°7**, présentant une offre jugée économiquement avantageuse au regard de l'ensemble des critères.

- Les critères d'analyse pour le jugement des offres du **lot n°8 (Corbeilles de type tulipe)** étaient les suivants : la valeur technique pour 60% et le prix pour 40%.

- Que la commission d'appel d'offres, dans la séance du 17 mars 2015, a attribué le marché à la société **HENRY**, Clos de Souspiron – BP 26, 84 141 MONTFAVET Cedex, pour le **lot n°8**, présentant l'offre jugée économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères.

- Les critères d'analyse pour le jugement des offres du **lot n°9 (Racks à vélo)** étaient les suivants : la valeur technique pour 60% et le prix pour 40%.

- Que la commission d'appel d'offres, dans la séance du 17 mars 2015, a attribué le marché à la société **MOBIL CONCEPTS METALCO**, 37 chemin de Mujolan, domaine de la Poste royale, 34 690 Fabrègues, pour le **lot n°9**, présentant l'offre jugée économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères.

- Les critères d'analyse pour le jugement des offres du **lot n°10 (Banc public contemporain fonte et bois exotique)** étaient les suivants : la valeur technique pour 60% et le prix pour 40%.

- Que la commission d'appel d'offres, dans la séance du 17 mars 2015, a attribué le marché à la société **CONCEPT URBAIN**, ZA n°3 la Fosse Neuve, 151 allée de Fosse Neuve, 37 210 Parçay Meslay, pour le **lot n°10**, présentant une offre jugée économiquement avantageuse au regard de l'ensemble des critères.

Décide en conséquence :

- D'autoriser la signature du marché « Achat de mobilier urbain et de fournitures pour la Voirie et les Espaces Verts » précité :

- A la société **QUADRIMEX** pour le **lot n°1** (pour une estimation annuelle de commandes de **20 000 € HT**).

- A la société **SERI** pour le **lot n°2** (pour une estimation annuelle de commandes de **8 000 € HT**).

- A la société **SODILOR** pour le **lot n°3** (pour une estimation annuelle de commandes de **20 000 € HT**).

- A la société **SINEU GRAFF** pour le **lot n°4** (pour une estimation annuelle de commandes de **40 000 € HT**).

- A la société **SINEU GRAFF** pour le **lot n°5** (pour une estimation annuelle de commandes de **10 000 € HT**).

- A la société **AREA** pour le lot n°6 (pour une estimation annuelle de commandes de **8 000 € HT**).
 - A la société **SINEU GRAFF** (pour le lot n°7 (pour une estimation annuelle de commandes de **35 000 € HT**).
 - A la société **HENRY** pour le lot n°8 (pour une estimation annuelle de commandes de **20 000 € HT**).
 - A la société **MOBIL CONCEPTS METALCO** pour le lot n°9 (pour une estimation annuelle de commandes de **6 000 € HT**).
 - A la société **CONCEPT URBAIN** pour le lot n°10 (pour une estimation annuelle de commandes de **9 000 € HT**).
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget investissement et fonctionnement de la Ville, tous chapitres.
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer ces marchés et, plus généralement, tout document relatif à ces affaires avec les entreprises retenues par la commission d'appel d'offres.

Montpellier, le **30/3/2015**

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA

Publiée le : **31/03/2015**
Notifiée le :

**Abonnement à la base de données juridiques en ligne
Lexis 360 public**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu le code des Marchés Publics et en particulier les articles 28 et 35 II 8° ;
- Vu l'arrêté n° 2015/0038/T/R du 20 janvier 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max Levita, Adjoint au Maire, délégué aux Finances ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de souscrire un abonnement à la base de données juridiques en ligne Lexis Nexis permettant notamment l'accès aux publications des jurisclassseurs, à destination des élus et des personnels de la Ville de Montpellier ;
- Que cette prestation ne peut être effectuée que par Lexis Nexis ;
- Qu'en conséquence, une fiche marché sans publicité ni mise en concurrence a été signée : marché à procédure adaptée n° 5B0030 ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché n° 5B0030 « Abonnement à une base de données juridiques en ligne » à la Société Lexis Nexis - 141 rue Javel, 75747 PARIS CEDEX 15 - pour un montant de 22 678 € HT, tarif forfaitaire pour une ville comptant entre 100 000 et 300 000 habitants, incluant un nombre illimité de connexions.
- De dire que la dépense sera imputée sur le Budget de la Ville - Compte par nature : 6182 / Fonction : 920200.
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint Délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.:

Montpellier, le 26/03/2015

Pour M. le Maire, M. l'Adjoint délégué,

Max LEVITA

Publiée le : 27/03/2015
Notifiée le :

Avenant n° 1
Gestion du stationnement payant sur voirie
Mise en place d'un moyen de paiement dématérialisé
Autorisation de signer l'Avenant n° 1
au marché n° 1H56 1140

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n° 2015/0039 du 20 janvier 2015 donnant délégation de signature à Madame Marie-Hélène SANTARELLI, adjointe déléguée à la sécurité.

Considérant :

- Que la Ville de Montpellier a attribué le marché de gestion du stationnement payant sur voirie à la TAM (Transport de l'Agglomération de Montpellier), marché notifié le 4 mai 2012.
- Que la ville de Montpellier souhaite moderniser et apporter une simplification dans les moyens de paiement destinés à régler le stationnement sur voirie avec la mise en place d'un dispositif de paiement dématérialisé.
- Qu'il y a lieu d'établir un avenant pour préciser les prestations nécessaires à la gestion du paiement dématérialisé à la charge du titulaire du marché pour la fourniture d'une solution globale permettant :
 - L'inscription des usagers à l'utilisation du service.
 - La mise en œuvre d'une base de données liée aux utilisateurs
 - La gestion de l'éligibilité des usagers à des droits différenciés et la gestion de l'accessibilité aux tarifs différenciés.
 - La vente à distance de titres de stationnement dématérialisés par différents canaux.
 - Le traitement du flux monétique jusqu'à la remise des paiements du stationnement sur le compte dépôt de fonds Trésor Public des régisseurs.
 - La compatibilité et l'interfaçage avec les systèmes de contrôle du stationnement des ASVP au moyen de terminaux portables (PDA) communiquant avec la base de données des paiements.
 - L'accès aux usagers à leur compte et l'historique de leurs opérations et l'accès à l'exploitant aux suivis et à la consolidation des opérations de délivrance et vente de droits de stationnement.
 - L'assistance des usagers à l'utilisation et le traitement des réclamations.

- Que des frais de transaction de paiement dématérialisé seront à la charge de la Ville et qu'ils se décomposeront de la façon suivante :

1°) Détermination des frais de traitement des transactions dématérialisées :

- Pour chaque transaction dématérialisée, un montant fixe de frais est appliqué. Le cout du montant fixe est dégressif en fonction du volume mensuel des transactions traitées.
- Pour chaque transaction dématérialisée, un montant variable de frais est appliqué. Le cout du montant variable est identique quel que soit le volume mensuel des transactions traitées.

Mode de calcul des frais de traitement des transactions dématérialisées	Partie fixe par transaction (HT)	Partie variable : % du montant
Pour un montant mensuel de transactions traitées de 25 000 Euros	0,050 Euros	5,0 %
Pour un montant mensuel de transactions traitées de 50 000 Euros	0,045 Euros	5,0 %
Pour un montant mensuel de transactions traitées de 75 000 Euros	0,040 Euros	5,0 %
Pour un montant mensuel de transactions traitées de 100 000 Euros	0,035 Euros	5,0 %
Pour un montant mensuel de transactions traitées au-delà de 125 000 Euros	0,030 Euros	5,0 %

2°) Calcul du montant de frais en fonction des volumes traitées :

Estimation du montant des frais en fonction des volumes traités mensuellement

Calcul des frais de traitement des transactions dématérialisées	Estimation du nombre de transaction	Frais fixes (HT) Pourcentage dégressif selon barème ci-dessus	Frais variable (HT) coefficient 5%	Estimation du coût mensuel (HT): Frais fixes + Frais variables
Pour un montant mensuel de transactions traitées de 25 000 Euros	13 834	691,71 Euros	1 250 €	1 941,71 €
Pour un montant mensuel de transactions traitées de 50 000 Euros	27 668	1 245,07 Euros	2 500 €	3 745,07 €
Pour un montant mensuel de transactions traitées de 75 000 Euros	41 502	1 660,09 Euros	3 750 €	5 410,09 €
Pour un montant mensuel de transactions traitées de 100 000 Euros	55 336	1 936,77 Euros	5 000 €	6 936,77 €
Pour un montant mensuel de transactions traitées au-delà de 125 000 Euros	69 171	2 075,12 Euros	6 250 €	8 325,12 €

- Que cette prestation de paiement dématérialisé ne modifiera pas le circuit d'encaissement des recettes : la société TAM titulaire du marché percevra l'intégralité des recettes qu'elle reversera directement à la Ville de Montpellier conformément à l'article 4.3 du C.C.T.P. du marché en vigueur ;

- Que les clauses et conditions du contrat initial demeurent applicables dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par l'avenant proposé ;
- Que la durée du marché initial reste inchangée.


Décide en conséquence :

- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2015 de la Direction de la Réglementation et de la Tranquillité Publique - Fonction : 928 – Nature : 611.
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'adjointe déléguée à la sécurité à signer tout document relatif à cet avenant ;

Montpellier, le 25/03/2015

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Madame l'Adjointe déléguée
Marie-Hélène SANTARELLI**

Publiée le : 26/03/2015
Notifiée le :



Avenue de la Reine d'Italie - 34000 Montpellier
Parcelle cadastrée CH 48
Reconduction du contrat de location
Ville de Montpellier / Entreprise SNC Le Royal

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n° 2015/0038/T/R du 20 janvier 2015 donnant délégation de signature à Max LEVITA, adjoint délégué.

Considérant :

- que par convention de location du 21 février 2014, la Ville de Montpellier loue à l'entreprise SNC Le Royal une parcelle de terrain cadastrée CH 48, située avenue de la Reine d'Italie, afin de lui permettre d'accéder à son chantier de programme d'aménagement urbain situé à proximité, et d'installer son espace de vente ;
- que cette convention de location a été consentie pour une durée d'un an à compter du 1^{er} janvier 2014, renouvelable de façon expresse par périodes successives d'un an, sans que sa durée totale n'excède pas trois ans ;
- que l'entreprise SNC Le Royal sollicite par courrier en date du 11 février 2015, la reconduction du contrat de location.

Décide en conséquence :

- de reconduire de façon expresse le contrat de location avec l'entreprise SNC Le Royal pour la période du 1^{er} janvier 2015 au 31 décembre 2015 ;
- d'autoriser M. le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 26. 03. 2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué

Max LEVITA

Publiée le : 30. 03. 2015
Notifiée le :

**Marché public: contrat de prêt, mise à disposition et
production d'oeuvres pour l'exposition Jakob
Tuggener, "Fabrik/l'usine" au Pavillon Populaire
n° 5B0052**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté N°2015/0127 du 21 janvier 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Cédric de Saint Jouan, adjoint délégué ;

Considérant :

- Que la Ville présentera au Pavillon Populaire du 1^{er} juillet au 18 octobre 2015 une exposition consacrée au photographe suisse Jakob Tuggener, intitulée Fabrik/L'usine ;
- Que ces photographies sont issues du fonds Jakob Tuggener, déposé à Fotostiftung Schweiz ;
- Que cette fondation détient l'intégralité des droits relatifs à ces photographies et qu'en conséquence aucune mise en concurrence n'est possible pour la mise à disposition des œuvres ;

Décide en conséquence :

- D'approuver la signature du contrat de prêt, mise à disposition et production d'œuvres avec la Fondation Suisse pour la Photographie (Fotostiftung Schweiz), Grünenstrasse 45, CH-8400 Winterthur (Zürich), pour un montant de 22 000 euros, équivalent à 20 738 francs suisses;
- D'imputer la dépense sur le budget de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le contrat et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 31/03/2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Cédric de SAINT-JOUAN

Publiée le : 01/04/2015
Notifiée le :

**Marché public: service de restauration sur place
(catering) dans le cadre de la ZAT d'avril 2015
N°5B0057**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2015/0127 du 21 janvier 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Cédric de Saint Jouan, adjoint délégué ;

Considérant :

- Que la Ville organise les 5 et 6 avril 2015 la neuvième édition de la manifestation ZAT, dans le quartier des Gristettes et qu'il convient d'organiser un service de restauration sur place pour les artistes et techniciens qui participent à cette manifestation, y compris pendant les périodes de montage et démontage ;
- Qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 28 et 30 du code des marchés publics, sous la forme d'un marché à bons de commandes avec maximum, pour une durée d'un mois à compter de la notification ;
- Que les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient la valeur technique (60%) et le prix (40%) ;
- Qu'après analyse, l'ESAT la Bulle Bleue, 285 rue du Mas de Prunet, 34070 Montpellier, a présenté une offre économiquement avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché de service de restauration sur place (catering) dans le cadre de la ZAT d'avril 2015 à l'ESAT la Bulle Bleue, pour un montant maximum de 20 000 € HT pour la durée du marché ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2015 de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec l'entreprise concernée.

Montpellier, le

31/03/2015

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Cédric de SAINT-JOUAN**

Publiée le : 01/04/2015

Notifiée le :

ZAC MALBOSC
Convention de participation aux équipements publics
Ville de Montpellier / Bouygues Immobilier
Les parcelles TO 148 et TL 421

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2015/0093/T/R en date du 20 janvier 2015 de M. Philippe SAUREL, Maire de Montpellier donnant à Mme Stéphanie JANNIN, 1^{ère} Adjointe au Maire, déléguée à l'Urbanisme et à l'Aménagement Durable, délégation de fonctions ;
- Vu le code de l'urbanisme et plus particulièrement son article L.311-4 ;
- Vu la délibération du Conseil municipal en date du 30 septembre 1999 approuvant le dossier de création de la zone d'aménagement concerté Malbosc ;

Considérant :

- que la société Bouygues Immobilier souhaite réaliser la construction d'un immeuble collectif de 36 logements sur les parcelles cadastrées TO 148 et TL 421 d'une superficie totale de 1 414 m², située 1550 rue de Malbosc, et comprise dans le périmètre de la ZAC Malbosc mais non acquises par la SERM,
- que dans ce contexte, il y a lieu d'établir une convention de participation entre la Ville de Montpellier et la société Bouygues Immobilier afin de préciser les conditions de leur participation financière au coût de l'équipement de la ZAC Malbosc,
- les éléments suivants relatifs au projet de construction envisagé, résumés comme suit :
 - **Surface de plancher (SDP) envisagée :**
1 998 m² pour la réalisation de logements collectifs.
 - **Calcul du montant de la participation :**
Base de calcul : 220 €/m² SDP pour l'année 2014

Montant total : 1 998 x 220 = 439 560 €.

Décide en conséquence :

- de conclure une convention de participation entre la Ville de Montpellier et la société Bouygues Immobilier ;
- du versement du montant de la participation directement au bénéfice de la Ville de Montpellier selon les modalités de l'article 4 de la convention de participation ;
- que ladite convention sera annexée à la présente décision.

Montpellier, le 02/04/2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Madame l'Adjointe déléguée
Stéphanie JANNIN

Publiée le : 03/04/2015
Notifiée le :

A large, stylized handwritten signature in black ink, likely belonging to Stéphanie JANNIN, is written over the text of the delegation.

**Terrain Alain DELYLLE
Gymnase Micheline OSTERMEYER
Reconduction de la convention de mise à disposition
d'équipements sportifs**

**Ville de Montpellier – Région Languedoc Roussillon –
Lycée Jules GUESDE
01/01/2015 – 31/12/2017**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté 2015/0107 du 20 Janvier 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Fabien ABERT, Adjoint délégué à la Jeunesse et aux Sports ;

Considérant :

- qu'il y a lieu de renouveler la convention d'utilisation du terrain Alain Delylle et du gymnase Micheline Ostermeyer entre la Région Languedoc-Roussillon et le Lycée Jules Guesde ;
- que cette mise à disposition s'inscrit dans le cadre de l'organisation et la promotion des activités sportives ;
- que l'occupation des installations sportives par les élèves du Lycée Jules Guesde donneront lieu à une participation financière selon le tarif fixé par délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier ;

Décide en conséquence :

- de signer la convention fixant les conditions d'utilisation des équipements sportifs pour une durée de 3 ans à compter du 1^{er} janvier 2015 ;
- de dire que ladite occupation donnera lieu à l'établissement d'une convention annuelle fixant le nombre d'heures d'utilisation et les taux horaires appliqués ;
- d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tous les documents relatifs à cette affaire ;

Montpellier, le 10/04/2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Fabien ABERT

Publiée le : 13/04/2015
Notifiée le :

MARCHE PUBLIC
Services de Communications Electroniques
N° 4D00542670/DOSSIER 2

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu la décision n° 2014/0433 en date du 31 décembre 2014 actant l'attribution des lots 1, 3 et 4, l'infructuosité des lots 2 et 6 et le classement sans suite du lot 5 du marché n° 4D00542670 ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire ;

Considérant :

- Qu'il convient de répondre aux besoins de télécommunications électroniques de la Ville avec des objectifs de sécurisation, pérennité, maîtrise des dépenses, économie et couverture des services filaires ;
- Que l'appel d'offres lancé conformément aux articles 57 à 59 et 77 du code des marchés publics a reçu 3 offres irrégulières pour le lot 2 et que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 16 décembre 2014 a déclaré celui-ci infructueux ;
- Que le marché a fait l'objet d'une relance en procédure négociée pour le lot 2 conformément aux dispositions de l'article 35.I.1 du Code des Marchés Publics ;
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - Valeur technique 40 %
 - Prix des prestations 50 %
 - Délais et pénalités 10 %
- Que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 17 mars 2015 a attribué le marché à la société BOUYGUES TELECOM sise 37/39 rue Boissière – 75116 PARIS Cedex qui a présenté l'offre la plus économiquement avantageuse.

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité pour une durée de deux ans reconductible une fois pour une durée identique à compter de la date de notification pour le :

Lot 2 : Téléphonie fixe voix T2 normal/secours, SDA appels entrants/sortants, numéro vert

à la société BOUYGUES TELECOM, pour un montant total maximum de 480 000 € HT sur la durée du marché ;

- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, tous chapitres.
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec l'entreprise retenue.

Montpellier, le 02/04/2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA

Publiée le : 03/04/2015

Notifiée le :



**Convention de mise à disposition de fibres optiques
par la Ville de Montpellier
à la société COMPLETEL.**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1er janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Montpellier lui confiant du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire, de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU ;
- Vu la délibération n° 2014/135 modifiée par délibération n° 2014/522 du 17 décembre 2014 ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire ;

Considérant :

- Que la création de Montpellier Méditerranée Métropole a eu pour effet le transfert de la compétence relative à l'acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L 1425-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, détenue par la commune de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale ;
- Que la Ville de Montpellier dispose sur son territoire d'un réseau de câbles à fibres optiques PEGASE qu'elle se propose de mettre à la disposition de clients ;
- Que pour des besoins de raccordement l'opérateur de télécommunication COMPLETEL a sollicité de la Ville la mise à disposition de liaisons optiques de son réseau Pégase. Ces liaisons optiques mises à disposition représentent un linéaire d'environ 59 000 mètres de paires de fibres optiques ;

- Qu'après négociation, la société COMPLETEL a accepté les conditions présentées par la Ville se résumant comme suit :
 - durée dix ans
 - redevance annuelle fixée à 2,4 € par mètre linéaire et par paire de fibres optiques base juin 2012 soit environ 141 000 €.

Décide en conséquence :

- D'approuver la convention à passer entre la société COMPLETEL et la Ville.
- D'autoriser Monsieur le Trésorier principal municipal à faire recette des frais d'accès et de la redevance liés à cette convention.
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 02/04/2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA

Publiée le : 03/04/2015

Notifiée le :

**MAPA N°5B0036
MAINTENANCE DU LOGICIEL OASIS**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier;
- Vu la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Montpellier lui confiant du 1^{er} janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire, de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU;
- Vu la délibération n°2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire, modifiée par délibération n°2014/522 du 17 décembre 2014;
- Vu l'arrêté n°2015/0034 du 20 janvier 2015 donnant délégation de signature à M. Luc ALBERNHE, Adjoint délégué;

Considérant :

- Que la création de Montpellier Méditerranée Métropole a eu pour effet le transfert de la compétence relative à la voirie et aux espaces publics détenue par la commune de Montpellier à son établissement public de coopération communale;
- Qu'il y a lieu de confier la maintenance du logiciel OASIS à l'entreprise TWS, distributeur de ce logiciel ;
- Qu'une procédure sans mise en concurrence a été lancée le 24 février 2015 conformément aux articles 28-II et 77 du code des marchés publics, sous la forme d'un marché à bons de commandes pour une durée initiale allant de la notification au 31 décembre 2015, reconductible par période successive d'un an et une durée maximale de reconduction de 3 ans et pour un montant maximum annuel de 4 500 € HT;
- Que l'entreprise TWS a présenté une offre économiquement avantageuse;

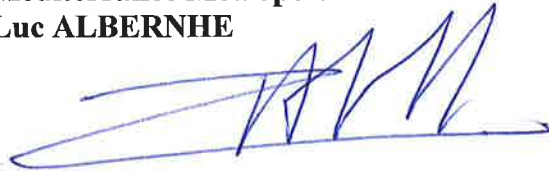
Décide en conséquence, au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole :

- D'attribuer le marché précité à l'entreprise TWS;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2015 de la Ville;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'Adjoint Délégué à signer le marché et plus généralement tous les documents relatifs notamment à la préparation, la passation, l'exécution et le règlement du marché;

Montpellier, le 10/04/2015

**Pour M. le Maire, M. l'Adjoint délégué, agissant
au nom et pour le compte de Montpellier
Méditerranée Métropole
Luc ALBERNHE**

Publiée le : 13/04/2015
Notifiée le :



**Avenant N°1 au marché "Entretien et aménagement
des espaces verts" - N°4D0041 lot 8 Cimetières**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté N°2015/0044 du 20 janvier 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Christophe COUR, Adjoint Délégué à l'Ecologie urbaine.

Considérant :

- Que la Ville a décidé d'étendre la gestion « zéro phyto » sur les cimetières à partir de 2015, induisant ainsi des changements de pratiques en matière de désherbage ;
- Qu'il y a lieu de modifier le bordereau de prix du lot n°8 du marché « Entretien et Aménagement des espaces verts » consacré aux cimetières en rajoutant quatre lignes supplémentaires comme suit :
 - o désherbage chimique
 - o débroussaillage léger en terrain accidenté avec engin porté, d'une végétation de ronces, broussailles, hautes herbes à développement important (taille, nettoyage, évacuation des produits)
 - o désherbage thermique au gaz
 - o désherbage thermique à l'eau chaude.
- Que ces modifications n'auront pas d'incidence sur le montant maximum du marché, ni sur la durée, ni sur les termes du contrat.

Décide en conséquence :

- d'autoriser la signature de cet avenant ;
- de dire que cette dépense sera imputée sur le Budget 2015 de la Ville, section de fonctionnement 928 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 08/04/2015

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Christophe COUR**



Publiée le : 09/04/2015
Notifiée le :

**Mission d'accompagnement à la formalisation du
protocole de préfiguration de la Mosson
Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée n° 5B 0034**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2015/0093/T/R en date du 20 janvier 2015 donnant à Mme Stéphanie JANNIN, 1^{ère} Adjointe au Maire, déléguée à l'Urbanisme et à l'Aménagement Durable, délégation de fonctions ;

Considérant :

- qu'il y a lieu de procéder à la réalisation d'une mission consistant à accompagner la Ville de Montpellier dans l'élaboration et la formalisation du protocole de préfiguration sur le quartier de la Mosson,
- qu'à la suite d'une consultation de bureaux d'études qui s'est tenue du 23 février 2015 au 10 mars 2015 inclus, le bureau d'étude EGIS CONSEIL a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse, conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics,

Décide en conséquence :

- d'attribuer le marché précité à EGIS CONSEIL pour un montant de **19 575 € HT**,
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, Madame l'Adjointe Déléguée, à signer le marché et plus généralement tous les documents relatifs notamment à la préparation, la passation, l'exécution et le règlement du marché,
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville. Nature : 2031 Fonction : 908 241.

Montpellier, le 08/04/2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Madame la Première Adjointe
Stéphanie JANNIN

Publiée le : 08/04/2015
Notifiée le :

**Allée du Tiers Etat
Recalibrage de la voie et mise à l'alignement
Avenant n°1 sur le marché n°3D0578
Lot n°2 - Eclairage Public**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu la délibération n° 2014/522 du 17 décembre 2014 modificative relative aux délégations consenties par le Conseil Municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu le décret n° 2014/1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 au 31 décembre 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier;
- Vu la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Montpellier lui confiant du 1^{er} janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme ;
- Vu l'arrêté n° 2015/0034/T/R en date du 20 janvier 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint délégué ;

Considérant :

- Que la création de Montpellier Méditerranée Métropole a eu pour effet le transfert de la compétence relative à la voirie et aux espaces publics détenue par la Commune de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale ;
- Que le Plan d'Aménagement d'Ensemble Tiers Etat a été approuvé par délibération du Conseil Municipal le 16 décembre 2011 afin de permettre la poursuite du développement urbain au-delà des limites de la ZAC Consuls de Mer, notamment le long de l'allée du Tiers Etat, voie située en limite ouest de la ZAC Consuls de Mer; que, dans le cadre de ce PAE, la Ville s'est engagée à réaliser une première phase de l'allée du Tiers Etat pour assurer la desserte de la première opération de logements en cours de finition;
- Que les travaux correspondants, dévolus sur appel d'offre, ont été attribués en lots séparés; que le lot n° 2 - Eclairage Public a été conclu avec l'entreprise Citéos-Travesset pour un montant de 54.842,50 € H.T.;


- Qu' en phase d'exécution du chantier, un certain nombre de travaux et de sujétions techniques imprévisibles ne pouvait être prévu à l'origine du projet, tels que :
 - La mise en place d'un éclairage provisoire durant la phase de chantier pour un montant de 1.392,82 € H.T. ;
 - Le dévoiement de câbles dû à la modification d'implantation du container poubelle pour un montant de 313,30 € H.T. ;
 - La modification du tracé des réseaux France Télécom afin d'obtenir des rayons de courbure satisfaisants pour un montant de 935,51 € H.T. ;
 - La reprise de certains travaux déjà effectués comme suite aux modifications altimétriques des plans d'exécution pour un montant de 1.292,62 € H.T. ;
- Que, s'agissant d'un marché à prix unitaires, le bilan des quantités réellement exécutées fait apparaître une moins - value de 980,25 € H.T.;
- Qu' il convient donc de conclure l'avenant correspondant au lot n°2 - Eclairage Public avec l'entreprise Citéos pour un montant de 2.954,00 € H.T., ce qui porte le montant global des travaux à 57.796,50 € H.T. soit une augmentation de 5,39 % par rapport au montant du marché initial;
- Que la Commission d'Appel d'Offres a donné un avis favorable au projet d'avenant n°1 au marché n° 3D0578 - Lot n°2 - Eclairage public, dans sa séance du 17 mars 2015;

Décide en conséquence, au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole :

- D ' autoriser la signature de l'avenant n° 1 au marché n° 3D0578 - Lot n°2 - Eclairage Public pour un montant de 2.954,00 € H.T. ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget primitif 2015 de la Ville ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l' Adjoint Délégué à signer cet avenant et, plus généralement , tout document relatif à cette affaire .

Montpellier, le 03/04/2015

**Pour M. le Maire, M. l'Adjoint délégué, agissant
au nom et pour le compte de Montpellier
Méditerranée Métropole
Luc ALBERNHE**



Publiée le : 07/04/2015
Notifiée le :

**MAPA n°5A0342
MAINTENANCE DES LOGICIELS IMAGIS**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1er janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier;
- Vu la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Montpellier lui confiant du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire, de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU;
- Vu la délibération n°2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire, modifiée par délibération n°2014/522 du 17 décembre 2014;
- Vu l'arrêté n°2015/0034 du 20 janvier 2015 donnant délégation de signature à M. Luc ALBERNHE, Adjoint délégué;

Considérant :

- Que la création de Montpellier Méditerranée Métropole a eu pour effet le transfert de la compétence relative à la voirie et aux espaces publics détenue par la commune de Montpellier à son établissement public de coopération communale;
- Qu'il y a lieu de confier la maintenance des logiciels IMAGIS à l'entreprise IMAGIS, distributeur de ce logiciel ;
- Qu'une procédure sans mise en concurrence a été lancée le 24 février 2015 conformément aux articles 28-II et 77 du code des marchés publics, sous la forme d'un marché à bons de commandes pour une durée initiale allant de la notification au 31 décembre 2015, reconductible par période successive d'un an et une durée maximale de reconduction de 3 ans et pour un montant maximum annuel de 3 500 € HT;
- Que l'entreprise IMAGIS a présenté une offre économiquement avantageuse;

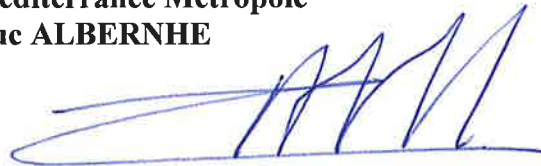
Décide en conséquence, au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole :

- D'attribuer le marché précité à l'entreprise IMAGIS;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2015 de la Ville;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'Adjoint Délégué à signer le marché et plus généralement tous les documents relatifs notamment à la préparation, la passation, l'exécution et le règlement du marché;

Montpellier, le 10/04/2015

**Pour M. le Maire, M. l'Adjoint délégué, agissant
au nom et pour le compte de Montpellier
Méditerranée Métropole
Luc ALBERNHE**

Publiée le : 13/04/2015
Notifiée le :



**Location de salles auprès de la Mutualité Française
Hérault dans le cadre de l'organisation de la ZAT 9**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2015/0127 du 21 janvier 2015 donnant délégation à Monsieur Cédric de Saint Jouan, adjoint délégué ;

Considérant :

- Que la Ville organise les 5 et 6 avril la neuvième édition de la manifestation ZAT, dans le quartier des Grisettes ;
- Que la mise en place de cette manifestation impose de disposer de locaux adaptés, notamment pour la régie technique ;
- Que la Mutualité Française Hérault peut louer à la Ville les locaux nécessaires ;

Décide en conséquence :

- D'approuver le contrat de location immobilière, joint en annexe, entre la Ville et la Mutualité Française Hérault, 88 rue de la 32^{ème}, 34000 Montpellier, du 2 mars au 9 avril 2015 et pour un montant de 1 794.00 € HT ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer ce contrat et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 02/04/2015

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Cédric de SAINT-JOUAN**



Publiée le : 03/04/2015
Notifiée le :

**Marché négocié de prestations de service avec la
Fédération Française de Gymnastique (F.F.G.)
Championnats d'Europe de Gymnastique 2015 –
du 15 Avril 2015 au 19 Avril 2015
Autorisation de signature**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté 2015/0107 du 20 Janvier 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Fabien ABERT, Adjoint délégué à la Jeunesse et aux Sports;

Considérant :

- qu'il y a lieu d'acquiescer des prestations dans le cadre d'une démarche de promotion du sport en général et de Gymnastique en particulier, pour les Championnats d'Europe de Gymnastique qui se tiendront du 15 Avril 2015 au 19 Avril 2015. Cette démarche contribue à fédérer localement les échanges d'expérience et d'expertise entre le monde de l'entreprise et le monde associatif. Ces prestations bénéficieront aux invités institutionnels, aux collaborateurs de la Collectivité, aux membres du tissu associatif, ainsi qu'aux partenaires ;
- qu'à la suite d'une consultation en date du 11 Mars 2015, faite auprès de la Fédération Française de Gymnastique (F.F.G), seul prestataire habilité, conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics, il a été décidé d'attribuer à la Fédération Française de Gymnastique (F.F.G), le marché 5B0035, pour l'ensemble des services à exécuter, soit 60 places VIP avec accès à l'espace réception, 700 places Grand Public, accès à la conférence de presse et une invitation au cocktail déjeunatoire pendant les finales soirée et la panneautique sur le stade pour un montant total de 86 000 € H.T soit 100 155 € T.T.C.

Décide en conséquence :

- d'attribuer le marché précité à la Fédération Française de Gymnastique (F.F.G.) pour un montant de 86 000 € H.T, soit 100 155 € T.T.C ;
- d'imputer la dépense correspondante sur les crédits inscrits au budget 2015 de la Ville nature 6042 fonction 9240 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 16/04/2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Fabien ABERT

Publiée le : 17/04/2015
Notifiée le :

**Contrat de maintenance pour le logiciel Planitech
entre la Ville de Montpellier et la société Logitud
Solutions
Autorisation de signature**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté 2015/0107 du 20 Janvier 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Fabien ABERT, Adjoint délégué à la Jeunesse et aux Sports;

Considérant :

- qu'il y a lieu de maintenir en bon état de fonctionnement le progiciel Planitech, utilisé par le service des sports dans le cadre de la gestion de l'occupation des installations sportives de la Ville;
- que conformément à l'article 28 II du Code des Marchés Publics, il a été décidé d'attribuer le marché n° 5A0212 à la société Logitud Solutions, propriétaire du progiciel Planitech, donc seul prestataire habilité à assurer les travaux de maintenance et le développement du produit ;

Décide en conséquence :

- d'attribuer le marché précité à la Société Logitud Solutions, 53 rue Victor Schoelcher, 68200 Mulhouse pour un montant de 3 656,00 H.T. pour l'année 2015 ;
- de signer le contrat de maintenance pour le progiciel Planitech multiservices avec la société Logitud Solutions, à compter du 1^{er} janvier 2015, pour une durée d'un an, tacitement reconductible jusqu'au 31 Décembre 2018 ;
- de dire que cette redevance fera l'objet d'une révision automatique chaque année au 1^{er} janvier comme indiqué dans le contrat ;
- d'imputer la dépense sur les crédits inscrits au Budget de la Ville : Ligne 1786 – nature 92411-fonction 615-6 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 16/04/2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Fabien ABERT

Publiée le : 17/04/2015
Notifiée le :

**Attribution d'un marché passé selon la procédure
adaptée pour l'achat de matériel de puériculture et de
mobilier pour les crèches.
(5B0047)**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n° 2015/0038/T/R du 20 janvier 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA Adjoint Délégué ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat de matériel de puériculture et de mobilier pour les crèches. (5B0047) pour l'ensemble des services de la Ville de Montpellier,
- Qu'une procédure de mise en concurrence d'entreprise spécialisées, a été lancée le 27 février 2015, conformément aux articles 28 et 77 du Code des Marchés Publics, afin d'établir un marché à bon de commande (5B0047), pour une durée de cinq mois à compter de sa date de notification.
- Les critères d'analyse pour le jugement des offres du *lot n°1 (Petites fournitures de puériculture)* étaient les suivants :
 - * Le prix pour 45%
 - * La valeur technique pour 55%
- Qu'après analyse, la société **PRESTA BABY**, 14 rue Jeanne Hachette, 92140 Clamart pour le **lot 1**, a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères.
- Les critères d'analyse pour le jugement des offres du *lot n°2 (Matériel de puériculture)* étaient les suivants :
 - * le prix pour 45%
 - * La valeur technique pour 55%
- Qu'après analyse, la société **PRESTA BABY**, 14 rue Jeanne Hachette, 92140 Clamart pour le **lot 2**, a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères.

- Les critères d'analyse pour le jugement des offres du **lot n°3 (Mobilier d'agencement et de jeu)** étaient les suivants :

* Le prix pour 45%

* La valeur technique pour 55%

- Qu'après analyse, la société **WESCO**, route de Cholet, BP 80184, 79 141 Cerizay Cedex pour le **lot 3**, a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères.

- Les critères d'analyse pour le jugement des offres du **lot n°4 (Mobilier de couchage)** étaient les suivants :

* le prix pour 45%

* La valeur technique pour 55%

- Qu'après analyse, la société **MATHOU**, ZI de Cantaranne, 12 850 Onet le Château pour le **lot 4**, a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères.

- Les critères d'analyse pour le jugement des offres du **lot n°5 (Mobilier mousse)** étaient les suivants :

* le prix pour 45%

* La valeur technique pour 55%

- Qu'après analyse, la société **CAMEL DIAM**, 44 rue Aristide Berges, BP 9, ZA des Moulins, 31 840 Aussonne pour le **lot 5**, a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères.

Décide en conséquence :

- D'autoriser la signature du marché « Achat de matériel de puériculture et de mobilier pour les crèches. (5B0047) » précité :

- Avec la société **PRESTA BABY** pour le lot **n°1** pour un montant maximum de commandes de **8 000 € HT.**

- Avec la société **PRESTA BABY** pour le lot **n°2** pour un montant maximum de commandes de **4 000 € HT.**

- Avec la société **WESCO** pour le lot **n°3** pour un montant maximum de commandes de **30 000 € HT.**

- Avec la société **MATHOU** pour le lot **n°4** pour un montant maximum de commandes de **14 000 € HT.**

- Avec la société **CAMEL DIAM** pour le lot **n°5** pour un montant maximum de commandes de **4 000 € HT.**

- De dire que la dépense sera imputée sur les budgets fonctionnement et investissement natures 60632, 60628, 2188 et 2184.

- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec les entreprises retenues.

Montpellier, le 10/04/2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA

Publiée le : 13/04/2015

Notifiée le :

**Attribution d'un marché passé selon la procédure
adaptée pour l'achat de produits d'entretien cuisine
(n°5B0023)**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n° 2015/0038/T/R du 20 janvier 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint Délégué ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à **l'achat de produits d'entretien cuisine** pour l'ensemble des services de la Ville de Montpellier,
- Qu'une procédure de mise en concurrence d'entreprises spécialisées, a été lancée le 04 mars 2015, conformément aux articles 28 et 77 du Code des Marchés Publics, afin d'établir un marché à bons de commande (**5B0023**), pour une durée d'exécution de un an à compter de sa date de notification.
- Que les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - * Le prix pour **60%**
 - * La valeur technique pour **40%**
- Qu'après analyse, la société **SOCODIF**, 407 avenue Saint Baldou 84 300 Cavaillon, a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères.

Décide en conséquence :

- D'autoriser la signature du marché « **Achat de produits d'entretien cuisine** » (**5B0023**) précité avec la société **SOCODIF** pour un montant maximum de commandes de **85 000 € HT**.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville nature 60631 tous chapitres.
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer ce marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec l'entreprise retenue.

Montpellier, le **10/04/2015**

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA**

Publiée le : 13/04/2015
Notifiée le :

**Attribution d'un marché passé selon une formule
adaptée pour la distribution de flyers et de journaux
municipaux à l'aide de triporteurs
Marché 4B01931250**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté 2015/0038/T/R du 20/01/2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à un MAPA, afin de choisir un prestataire pour des prestations en vue de la distribution de flyers et de journaux municipaux à l'aide de triporteurs ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées en date du 20 février 2015 et conformément à l'article 28 du code des Marchés Publics, la société Ca C Fait.Com a présenté une offre économiquement avantageuse;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à la société Ca C Fait.Com pour un montant minimum de 5 000 € HT et un montant maximum de 21 250 € HT;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville, chapitres 920, 922, 923, 924, 925, 928 et 929.

Montpellier, le 13/01/2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA



Publiée le : 14/01/2015
Notifiée le :

**Construction groupe scolaire Van Beethoven : avenant
de transfert SSICoor/NAMIXIS**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu le Code des Marchés Publics et en particulier l'article 28 ;
- Vu l'arrêté n° 2015/0145/T/R du 27 janvier 2015 donnant délégation de signature à Madame Isabelle Marsala, Adjointe au Maire, déléguée à l'Education ;
- Vu la décision n° 2011/0123 du 13 avril 2011 relative au marché public n° 1M134 « Construction du groupe scolaire Ludwig Van Beethoven (Quartier des Grisettes) - Mission de CSSI » ;
- Vu la décision n° 2012/0051 du 12 février 2012 relative à la signature de l'avenant n°1 au marché n° 1M134 ;
- Vu le rapport d'avenant n° 2 relatif au marché n° 1M134 ;
- Vu le projet d'avenant n° 2 relatif au marché n° 1M134 ;

Considérant :

- Que par délibération n° 2011/0123, le marché public n° 1M134 « Construction du groupe scolaire Ludwig Van Beethoven (Quartier des Grisettes) - Mission de CSSI » a été attribué à la société SSICoor ;
- Que la Société NAMIXIS a racheté le fonds de commerce de la Société SSICoor ;
- Que depuis le 1^{er} janvier 2015, les droits et obligations détenus par la Société SSICoor ont été transférés à la Société NAMIXIS ;
- Qu'en conséquence, il est nécessaire d'adopter un avenant de transfert au marché n° 1M134 ;

Décide en conséquence :

- D'approuver l'avenant n° 2 au marché n° 1M134 « Construction du groupe scolaire Ludwig Van Beethoven (Quartier des Grisettes) - Mission de CSSI » qui prend acte du transfert des droits et

obligations détenus dans le cadre de ce marché par la société SSICoor à la Société NAMIXIS – 2, Rue Marly, 78150 LE CHESNAY ;

- Monsieur le Maire, ou à défaut, Madame l'Adjointe déléguée, est autorisée à signer l'avenant n° 2 avec l'entreprise titulaire et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;
- Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 14/04/2015

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Madame l'Adjointe déléguée
Isabelle MARSALA**

Publiée le : 15/04/2015
Notifiée le :



**Convention de location de locaux à titre gratuit à la
Ville par l'Office Public de l'Habitat de Montpellier
Méditerranée Métropole dans le cadre de la ZAT**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2015/0127 du 21 janvier 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Cédric de Saint Jouan, adjoint délégué ;

Considérant :

- Que la Ville organise les 5 et 6 avril 2015 la neuvième édition de la manifestation ZAT, dans le quartier des Grisettes ;
- Que des projections de films seront organisées dans deux locaux du quartier, propriété de l'Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Qu'il convient de formaliser la mise à disposition de ces locaux ;

Décide en conséquence :

- D'approuver la convention de location à titre gratuit à la Ville de deux locaux, du 2 au 9 avril 2015, par l'Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer ladite convention, jointe en annexe.

Montpellier, le 15/04/2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Cédric de SAINT-JOUAN

Publiée le : 16/04/2015
Notifiée le :

**Utilisation
d'équipements sportifs
Renouvellement de la convention de partenariat**

**Ville de Montpellier – Région Languedoc Roussillon –
Lycée Georges CLEMENCEAU
01/01/2015 – 31/12/2017**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté 2015/0107 du 20 Janvier 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Fabien ABERT, Adjoint délégué à la Jeunesse et aux Sports ;

Considérant :

- qu'il y a lieu de renouveler la convention d'utilisation des installations mises à disposition par la Ville de Montpellier, essentiellement des installations couvertes, entre la Région Languedoc-Roussillon et le Lycée Georges Clémenceau ;
- que cette mise à disposition s'inscrit dans le cadre de l'organisation et la promotion des activités sportives ;
- que l'occupation des installations sportives par les élèves du Lycée Georges Clémenceau donneront lieu à une participation financière selon le tarif fixé par délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier ;

Décide en conséquence :

- de signer la convention fixant les conditions d'utilisation des équipements sportifs pour une durée de trois ans à compter du 1^{er} janvier 2015 ;
- de dire que ladite occupation donnera lieu à l'établissement d'une convention annuelle fixant le nombre d'heures d'utilisation et les taux horaires appliqués ;
- d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tous les documents relatifs à cette affaire ;

Montpellier, le 16/04/2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Fabien ABERT

Publiée le : 17/04/2015
Notifiée le :

**Autorisation de passer des commandes à l'UGAP pour
l'achat de véhicules
(5D0024)**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n° 2015/0038/T/R du 20 janvier 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA Adjoint Délégué ;


Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat de véhicules, dans le cadre du programme d'achats de la Ville de Montpellier, pour l'année 2015.
- Que les conditions tarifaires de l'UGAP sont intéressantes pour la Ville de MONTPELLIER, rabais compris entre 28 et 43% sur le tarif public en fonction des modèles (véhicules particuliers, véhicules utilitaires, fourgons).

Décide en conséquence :

- D'autoriser les commandes à la société UGAP pour un montant total maximum de commandes de 500 000 € HT jusqu'au 31 décembre 2015 (5D0024).
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget investissement de la Ville, nature 2182 tous chapitres.
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'Adjoint Délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Montpellier, le 13/04/2015
Par *mon sieur le maire et par délégation,*
Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA



Publiée le : 14/04/2015
Notifiée le :

**MARCHE PUBLIC - Entretien et réparation du
compresseur d'air de la Cuisine Centrale
Marché à procédure adaptée n° 5A0326**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n° 2015/0145 en date du 27 janvier 2015 donnant délégation de signature à Madame Isabelle Marsala, adjointe déléguée ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu d'effectuer l'entretien et la réparation du compresseur d'air de la Cuisine Centrale des restaurants scolaires de la Ville ;
- Qu'une procédure en date du 27/02/15 a été lancée conformément aux articles 27 et 28 du Code de Marchés Publics sous la forme d'un marché à bons de commande passé selon la procédure adaptée pour une durée de 1 an, reconductible 3 fois ;
- Les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
Prix 60% - Valeur technique 40%
- Qu'après analyse, la société TECHSIM S.A.S, zac Garosud, 1132 rue de la Castelle – 34075 MONTPELLIER CEDEX 3, seul candidat, a présenté une offre économiquement très avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché d'entretien et de réparation du compresseur d'air de la Cuisine Centrale des restaurants scolaires à la société TECHSIM S.A.S pour un montant annuel de 1 025 € HT reconductible 3 fois, soit sur 4 ans un montant de 4 100 € HT,
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de fonctionnement de la Direction de la Restauration Scolaire : CRB 13000 – Nature 6156 – Fonction 922/511 – Ligne de crédit 1511,
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché, et plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec l'entreprise retenue.

Montpellier, le **13/04/2015**

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Madame l'Adjointe déléguée
Isabelle MARSALA

Publiée le : **14/04/2015**

Notifiée le :

Cotisation au Club de la Presse pour l'année 2015

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté 2015/0038/T/R du 20/01/2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA

Considérant :

Depuis de nombreuses années la Ville adhère au Club de la Presse. Il est proposé de confirmer notre adhésion pour l'exercice 2015, Chapitre 920 Nature 6281 pour un montant prévisionnel de 2600 €.

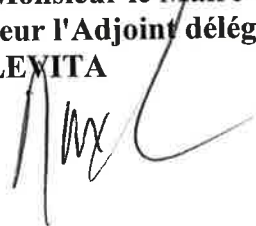
Décide en conséquence :

- D'accepter le versement de la cotisation au Club de la Presse ;
- De prélever le montant de la dépense d'un montant total de 2 600 € sur les crédits inscrits au budget 2015 de la Ville au chapitre 920 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Montpellier, le 16 10 2015

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA**

Publiée le : 17 10 2015
Notifiée le :



Contentieux
**Montpellier c/ Copropriété 07 boulevard du Jeu de
Paume**
**Procédure d'exécution d'office des travaux de
ravalement**
Décision d'ester

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2015/0038/T/R du 20 janvier 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Qu'en application des articles L.123-1 et suivants du code de la construction et de l'habitation le maire, après injonction restée sans effet, a procédé à la prescription des travaux de ravalement de l'immeuble sis 07 boulevard du Jeu de Paume, et a notifié cet arrêté de prescription aux copropriétaires par courrier du 05/02/2014 ;
- Que plus d'un an s'est écoulé et que les travaux n'ont pas été exécutés ;
- Qu'il est nécessaire d'engager une procédure d'exécution d'office des travaux.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 15/04/2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA

Publiée le : 16/04/2015
Notifiée le :

Contentieux
Commune de MONTPELLIER c/ KOCIAK Serge
Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté de
permis de construire n° PC 34172 13V0208

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2015/0038/T/R du 20 janvier 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que par un arrêté du 23/09/2014, Monsieur le Maire de MONTPELLIER a accordé un permis de construire à la SNC COGEDIM LANGUEDOC-ROUSSILLON, visant à procéder à la création de logements et de locaux d'activité ou de bureaux, 51 rue de la Méditerranée ;
- Que M. KOCIAK Serge a déposé une requête en annulation de l'arrêté auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, le 30/01/2015 sous le n° 1500838-1 ;

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le **15/04/2015**

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA

Publiée le : **16/04/2015**
Notifiée le :

Cession et réforme de matériels.

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n° 2015/0038/T/R du 20 janvier 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA Adjoint Délégué ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu que la Ville de Montpellier réforme et cède des matériels.
- Qu'aucun des matériels cédés, ne dépasse unitairement les 4 600 euros (article L2122-22 10° visant les aliénations de gré à gré).
- Qu'à la suite de l'état de vétusté de véhicules du Service **Parc Auto**, il convient de céder ces véhicules dont la liste est jointe en annexe. Les prix des ventes estimés par le Service Parc Auto serviront de base aux enchères publiques organisées par le Centre 113, route départementale 613, 34 740 VENDARGUES, 8.1% de frais seront facturés par cette société sur les prix des ventes effectifs.
- Qu'à la suite du programme de renouvellement des matériels de la DRTP (**Centre Superviseur Urbain**) de l'année 2014, il convient de réformer 29 supports de caméras analogiques de marque Hymatom (avec ou sans potence) ainsi que leurs cables électriques et 3 boitiers C-Décod de marque Hymatom, cables associés. Ce type de matériel, n'ayant aucune valeur marchande, sera recyclé par une entreprise spécialisée.
- Qu'à la suite du programme de renouvellement de matériel de la DGU (**Service Voirie**) de l'année 2014, il convient de réformer un groupe électrogène et une lettréuse hors service. Ces équipements seront mis en vente aux enchères par l'intermédiaire du site internet spécialisé AGORA STORE . Les frais seront de 8% sur le prix effectif du matériel vendu. Le service estime le prix de départ de chaque matériel à 50€.

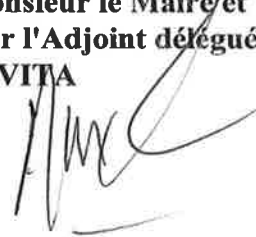
Décide en conséquence :

- D'accepter les réformes et cessions des matériels.
- D'autoriser la vente aux enchères des matériels du **Service Parc Auto** par l'organisme le Centre 113.

- D'autoriser le recyclage des matériels réformés du **Service Centre Superviseur Urbain**, par une entreprise spécialisée, à titre gracieux.
- D'autoriser la vente du matériel obsolète réformé du **DGU Service Voirie**, par l'entreprise AGORA STORE.
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer ces réformes et cessions et, plus généralement, tout document relatif à ces affaires avec les entreprises et associations retenues.

Montpellier, le 15/04/2015

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA**



Publiée le : 16/04/2015
Notifiée le :

Décision
Marché public - Conseil et de représentation en justice
N°4D0074

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2015/0038/T/R du 20 janvier 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Qu'il est nécessaire que la commune soit représentée devant toutes les juridictions (civiles et administratives) dans le cadre de contentieux qu'elle initie ou qui sont introduits contre elle, et qu'elle puisse avoir recours à l'occasion à des conseils juridiques externes ;
- Qu'une procédure en appel d'offres ouvert a été lancée le 19/12/2014 conformément à l'article 30 du Code des Marchés Publics sous la forme d'un marché à bons de commandes avec minimum pour une durée de 1 an reconductible 3 fois maximum pour la même période, se décomposant en 5 lots :
 - o **Lot 1** : conseil et représentation en matière de droit public général et fonction publique territoriale devant les juridictions des 1er et 2e degrés.
 - o **Lot 2** : conseil et représentation en matière de droit de l'urbanisme, de l'aménagement, de droit immobilier et de droit de l'environnement devant les juridictions des 1er et 2e degrés.
 - o **Lot 3** : conseil et représentation en matière de droit de la commande publique, droit des contrats publics et droit de la construction devant les juridictions des 1er et 2e degrés.
 - o **Lot 4** : conseil et représentation en matière de droit privé (incluant propriété intellectuelle) et de droit pénal devant les juridictions des 1er et 2e degrés.
 - o **Lot 5** : conseil et représentation devant les juridictions de cassation et le Tribunal des Conflits.
- Les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres pour l'ensemble des lots étaient les suivants : valeur technique pour 80 % (reposant sur les moyens humains – effectifs, organisation, qualifications, spécialisations... - et sur la méthodologie envisagée pour la meilleure exécution possible de la prestation, la meilleure collaboration avec la commune maître d'ouvrage et la sécurisation juridique de la collectivité) et prix pour 20% ;
- Que la Commission d'Appel d'Offres, dans sa séance du 31/03/2015, a attribué le marché :
 - o pour **le lot 1** au groupement SCP VINSONNEAU-PALIES NOY GAUER et ASSOCIES et SCP CHARREL et ASSOCIES présentant l'offre jugée économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères ;

- pour le lot 2 au groupement SCP VINSONNEAU-PALIES NOY GAUER et ASSOCIES et SCP CHARREL et ASSOCIES présentant l'offre jugée économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères ;
- pour le lot 3 au groupement SELARL D'AVOCATS LEGITIMA et MAITRE MAJDRI présentant l'offre jugée économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères ;
- pour le lot 4 au groupement SCP VINSONNEAU-PALIES NOY GAUER et ASSOCIES et SCP CHARREL et ASSOCIES présentant l'offre jugée économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères ;
- pour le lot 5 à la SCP SPINOSI ET SUREAU présentant l'offre jugée économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères ;

Décide en conséquence :

- d'autoriser la signature du marché Conseil et représentation en justice (n°4D0074) précité :

- pour le lot 1 avec le groupement SCP VINSONNEAU-PALIES NOY GAUER ET ASSOCIES et SCP CHARREL ET ASSOCIES, pour un montant minimum de 10 000 € annuels ;
- pour le lot 2 avec le groupement SCP VINSONNEAU-PALIES NOY GAUER ET ASSOCIES et SCP CHARREL ET ASSOCIES, pour un montant minimum de 60 000 € annuels ;
- pour le lot 3 avec le groupement SELARL LEGITIMA et MAITRE MAJDRI, pour un montant minimum de 20 000 € annuels ;
- pour le lot 4 avec le groupement SCP VINSONNEAU-PALIES NOY GAUER ET ASSOCIES et SCP CHARREL ET ASSOCIES, pour un montant minimum de 5 000 € annuels ;
- pour le lot 5 avec la SCP SPINOSI ET SUREAU (sans montant minimum) :

- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville, Nature 6227 fonction 920 200 (Représentation en justice) et Nature 6226 Fonction 920 200 (Conseil) ;

- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer ces marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec les entreprises retenues par la commission d'appel d'offres.

Montpellier, le 15 10 2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA

Publiée le : 16/10/2015
Notifiée le :



**Convention de service Points Hauts Ville/TaM -
Autorisation de signer la convention**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2015/38 du 20/01/2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, adjoint délégué à la Gestion Active du Patrimoine.

Considérant :

- Que la TaM exploite un réseau radioélectrique pour ses services de bus et Tramway sur l'agglomération de Montpellier,
- Que ce réseau est composé d'équipements radioélectriques devant être installés sur le site de l'Hôtel de Ville de Montpellier,

Décide en conséquence :

- D'autoriser la mise à disposition de locaux sur le site de l'Hôtel de Ville de Montpellier à titre onéreux au profit de la TaM, pour une durée de 10 ans à compter de la signature de la convention ci-annexée,
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint Délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 21/04/2015

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué**



Max LEVITA

Publiée le : 22/04/2015
Notifiée le :

**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée concernant un marché de services
Missions de prévention sur les événements festifs
en permanence statique avec véhicule
Autorisation de signer le marché**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n° 2015/0039 du 20 janvier 2015 donnant délégation de signature à Madame Marie-Hélène SANTARELLI, adjointe déléguée à la sécurité.

Considérant :

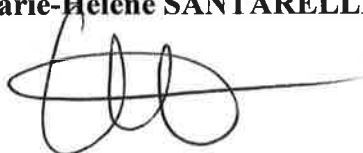
- Qu'il y a lieu de confier à l'Association du Comité de l'Hérault d'Education pour la Santé un marché de services à bons de commande portant sur des missions de prévention sur les événements festifs de la Ville de Montpellier en permanence statique avec véhicule dans le cadre de la lutte contre les addictions et la réduction des risques ;
- Qu'en application de l'article 28.II du code des marchés publics, le pouvoir adjudicateur passe ce marché immatriculé 5B0059 sans publicité ni mise en concurrence préalables avec l'association du Comité de l'Hérault d'Education pour la Santé sise Centre André Lévy – 54 Chemin de Moularès 34070 Montpellier ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché de services précité à bons de commande, sans minimum, mais avec un montant maximum de 15 000,00 Euros H.T. (Quinze mille Euros H.T.) à l'association du Comité de l'Hérault d'Education pour la Santé sur une durée de huit mois à compter de la notification.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2015 de la Direction de la Réglementation et de la Tranquillité Publique – Chapitre 925 – Fonction 208 - Nature 6226 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'adjointe déléguée à la sécurité à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le **16/04/2015**

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Madame l'Adjointe déléguée
Marie-Hélène SANTARELLI**



Publiée le : **17/04/2015**
Notifiée le :

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2015/0148

MISSION GRAND COEUR
**Droit de préemption à l'intérieur du périmètre de
sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité**
Cession de fonds de commerce
Propriété de la société LES 2M
31, rue Saint Guilhem
Exercice du droit de préemption

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire, modifiée par délibération n°2014/522 du 17/12/2014 ;
- Vu l'arrêté de délégation pris par Monsieur le Maire le 29 avril 2014 (n° 2014/1351/T/R);
- Vu les articles L 214-1 à L 214-3 et R 214-1 à R 214-16 du code de l'urbanisme;
- Vu la délibération du Conseil municipal du 26 juillet 2010 instaurant le droit de préemption sur les cessions de fonds artisanaux, de fonds de commerce et baux commerciaux à l'intérieur du périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité;
- Vu la concession d'aménagement confiée à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) par délibération du Conseil municipal du 7 octobre 2013 ;
- Vu l'estimation des services fiscaux.

Considérant :

- que le 18 mars 2015, la SARL LES 2 M a souscrit une déclaration de cession d'un fonds de commerce d'alimentation générale, situé dans l'immeuble 31 rue Saint Guilhem, cadastrée section HV 5, au prix de 26.000 € plus 5.000 € de commission d'agence ;
 - qu'il paraît opportun pour la Ville de MONTPELLIER d'exercer le droit de préemption sur cette cession dans le cadre des dispositifs prévus par les articles L 214 et suivants du code de l'urbanisme, pour retrouver un repreneur pour ce local qui y développera une activité compatible avec la dynamisation commerciale du cœur marchand.
- La rue Saint Guilhem est un élément important et structurant de ce projet. De ce fait, les opportunités de mutations et les maintiens d'activités font l'objet d'une attention particulière en termes de diversité, de qualité, d'aptitude générer de la commercialité et des flux.

L'activité que souhaite développé dans ce local l'acquéreur, un magasin d'alimentation générale, n'apporte aucune diversité commerciale l'environnement proche en étant déjà pourvu. Le maintien, de cette activité n'est donc pas souhaitable.

Décide en conséquence :

- d'exercer le droit de préemption sur la cession du fonds de commerce propriété de la SARL LES 2 M, situé 31 rue Saint Guilhem, cadastré section HV 5, au prix proposé dans la déclaration de 26.000 € plus 5.000 € de commission ;
- que la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier interviendra à l'acte d'acquisition en qualité de tiers payeur.

Montpellier, le **17 AVR. 2015**

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Madame la Première Adjointe
Stéphanie JANNIN

Publiée le : **20/04/2015**
Notifiée le :



Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° **85/149**

**Décision d'Ester Protection Fonctionnelle COSSON
Mickaël DOMERGUE Claire MADRID Chantal Ville
de Montpellier/ARNASSALOM JérémY**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;

Considérant :

- Qu'il est nécessaire d'assurer la défense de la Ville, de Mr COSSON Mickaël, de Mme DOMERGUE Claire et de Mme MADRID Chantal par l'intermédiaire de la SCP VINSONNEAU-PALIES NOY GAUER & Associés/ARNASSALOM JérémY dans le cadre de l'agression dont ont été victimes Mr COSSON Mickaël, Brigadier Chef Principal, Mme DOMERGUE Claire, Brigadier, et Mme MADRID Chantal, Brigadier Chef Principal dans l'exercice de leurs fonctions, le 3 avril 2014.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville, et de Mr COSSON Mickaël et Mmes DOMERGUE Claire et MADRID Chantal devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire par l'intermédiaire de la SCP VINSONNEAU-PALIES NOY GAUER & Associés ;
- De verser le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville, prélevées sur ligne budgétaire 14810.

Montpellier, le **21/04/2015**

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Abdi EL KANDOUSSI**

Publiée le : **22/04/2015**
Notifiée le :



**Attribution d'un marché passé selon la procédure
adaptée pour l'achat d'un massicot professionnel
d'imprimerie.
(5B0044)**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n° 2015/0038/T/R du 20 janvier 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint délégué ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat d'un massicot professionnel d'imprimerie.
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées, en date du 10 mars 2015, conformément à l'article 28 (procédure adaptée) du Code des Marchés Publics, sous la forme d'un MAPA (n° **5B0044**).
Les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - * La valeur technique pour **35%**
 - * Le prix pour **65 %**
- Qu'après analyse, la société **ATELIER SERVICE BUREAU**, ZI des Cavaliers, 216 rue Charles Nungesser, 34 135 Mauguio, a présenté l'offre jugée économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères d'analyse.

En conséquence :

- D'autoriser la signature du marché « **Achat d'un massicot professionnel d'imprimerie** » précité avec la société **ATELIER SERVICE BUREAU** pour un montant de **27 800 € HT**.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget investissement de la Ville, nature 2188, chapitre 920.
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec l'entreprise retenue.

Montpellier, le 21/04/2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA

Publiée le : 21/04/2015
Notifiée le :

**Maintenance et installation d'alarmes dans les
bâtiments communaux**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu le Code des Marchés Publics et en particulier les articles 33, 57 à 59, 72 et 77 ;
- Vu l'arrêté n° 2015/0038/T/R du 20 janvier 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max Lévit, Adjoint au Maire, délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que la Ville a besoin de faire installer et assurer la maintenance d'alarmes dans les bâtiments communaux ;
- Qu'en conséquence, un appel d'offres ouvert n° 4D0069 « Maintenance et installation d'alarmes dans les bâtiments communaux » a été lancé ;
- Qu'il s'agit d'un marché à bons de commande, sans minimum ni maximum, d'une durée d'un an qui peut être reconduit par période successive d'un an, pour une durée maximale de reconduction de trois ans ;
- Que la Commission d'Appel d'Offres, dans un avis rendu le 14 avril 2015, a considéré l'offre de la SNEF comme économiquement la plus avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché n° 4D0069 « Maintenance et installation d'alarmes dans les bâtiments communaux » à la SNEF – 81 Rue salaison, ZI de Fréjorgues Est, 34130 MAUGUIO.
- La dépense sera imputée sur le budget de la Ville 2015 et suivants : Fonction : 920-020 / Nature : 61522.
- Monsieur le Maire, ou à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué, est autorisé à signer le marché avec l'entreprise titulaire et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.
- Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 21/04/2015

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA**

Publiée le : 22/04/2015
Notifiée le :

Contentieux
Commune de MONTPELLIER c/ DUSSAUT Guy
Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté de
permis d'aménager n° PA 34172 12V0003.

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n° 2014/135 du 24 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- que par un arrêté du 21 novembre 2014, Monsieur le Maire de MONTPELLIER a accordé un permis d'aménager à la SCI BERNARD BLIER, visant à procéder à une division parcellaire, 155 rue Bernard Blier ;
- que M. DUSSAUT Guy a déposé une requête en annulation de l'arrêté auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, le 22/01/2015 sous le n° 1500325-1 ;

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 21/04/2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA

Publiée le : 21/04/2015
Notifiée le :

Recueil des Actes Administratifs

Arrêtés réglementaires

Avril 2015

**Arrêté temporaire
Mesures de circulation
Tunnel de la Comédie
et Boulevard Victor Hugo**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 20 janvier 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, pour permettre la maintenance des équipements techniques du tunnel par la société SPIE ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **23 avril 2015** et jusqu'au **24 avril 2015** inclus, la circulation est interdite Tunnel de la Comédie
Ces dispositions sont applicables **de 22 h à 6 h.**

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules de secours.

Article 2 :

Une déviation est mise en place en provenance de boulevard de l'Observatoire. Cette déviation débute sur le Boulevard Victor Hugo, emprunte :

- la Rue Joffre
- la Rue du Clos René
- la Rue Aristide Ollivier

et se termine sur le Pont Juvénal.

Article 3 :

À compter du **23 avril 2015** et jusqu'au **24 avril 2015** inclus, La sortie des riverains de la zone piétonne s'effectuera par le boulevard Victor Hugo qui, exceptionnellement, aura son sens de circulation inversé entre les rues Diderot et rue de la République.
l'entrepreneur chargé des travaux veillera au respect de la présente disposition.

Article 4 :

À compter du **23 avril 2015** et jusqu'au **24 avril 2015** inclus, L'entrepreneur, chargé d'effectuer les travaux (SPIE fax : 04.67.07.04.41) devra assurer la signalisation du chantier et des éventuels itinéraires de déviation (pose et maintenance permanente). Il est responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation. Il devra afficher le présent arrêté de manière lisible pendant la durée des travaux.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 6 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 7 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de SPIE.

Article 8 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 01 avril 2015

Monsieur l'Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : **09 AVR. 2015**

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue Lunaret

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 20 janvier 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison d'un déménagement à la demande de l'Entreprise LES DEMENAGEURS BRETONS ;

Arrête :

Article 1er :

Le **10 avril 2015**, Rue Lunaret, entre le n° 36 et le n° 40, le stationnement est interdit sauf à l'Entreprise Les Déménageurs Bretons.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de Mr CHARPENTIER

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 1 avril 2015


Monsieur l' Adjoint délégué
Luc ALBERNHE

Publié le :

0 8 AVR. 2015

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue de Substantion

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 20 janvier 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux d'élagage à la demande de la SARL EJP ;

Arrête :

Article 1er :

Le **14 avril 2015**, Rue de Substantion, dans sa partie comprise entre la Rue Yehudi Menuhin et la Rue Beau Séjour, le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la SARL EJP

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 1 avril 2015

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

The signature is written in blue ink over a circular official stamp. The stamp contains the text 'MAIRIE DE MONTPELLIER' and 'HERAULT' around a central emblem.

09 AVR. 2015

Publié le :

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue Aung San Suu Kyi

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 20 janvier 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux d'aménagement de l'immeuble la Mantilla à la demande de l'entreprise Sols L.R. ;

Arrête :

Article 1er :

Le **10 avril 2015**, la circulation est interdite Rue Aung San Suu Kyi, dans sa partie comprise entre la Rue Elie Wiesel et la Rue Shirin Ebadi
Ces dispositions sont applicables **de 6h00 à 13h00**.

Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue Aung San Suu Kyi, emprunte :

- la Rue Shirin Ebadi
- la Rue Wangari Maathai
- la Rue Elie Wiesel

et se termine sur la Rue Aung San Suu Kyi

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise Sols L.R.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 1 avril 2015

Monsieur l' Adjoint délégué



Luc ALBERNHE

Publié le : 02 AVR. 2015

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue Saint Guilhem

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 20 janvier 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de bouclage de la ligne 4 du tramway à la demande de TAM ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **03 avril 2015** et jusqu'au **30 septembre 2015** inclus, il est interdit de tourner à droite Boulevard Ledru-Rollin pour les véhicules circulant sur la Rue Saint Guilhem.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge du demandeur.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 1 avril 2015

Monsieur l' Adjoint délégué



Luc ALBERNHE

Publié le :

0 8 AVR. 2015

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue Auguste Broussonnet

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 20 janvier 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de bouclage de la ligne 4 du tramway à la demande de TAM ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **06 avril 2015** et jusqu'au **30 mai 2016** inclus, Rue Auguste Broussonnet au niveau de la Place Albert 1er, les personnes à mobilité réduite ont deux places réservées.

L'arrêt et le stationnement de tout autre véhicule aux emplacements réservés sont interdits. Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate. réduite

Les véhicules des personnes à mobilité réduite doivent être munis de la carte de stationnement pour personnes handicapés apposée sur le pare-brise.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de TAM.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 1 avril 2015

Monsieur l'Adjoint délégué



Luc ALBERNHE

Publié le :

08 AVR. 2015

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Avenue Charles Flahault

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 20 janvier 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux sur une chambre France Télécom à la demande de l'entreprise GRANIOU ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **14 avril 2015** et jusqu'au **23 avril 2015** inclus, Avenue Charles Flahault côté pair, dans sa partie comprise entre la Rue de l'Ecole Normale et l'Avenue Pierre d'Adhémar, la voie de droite est interdite à la circulation générale.

Article 2 :

À compter du **14 avril 2015** et jusqu'au **23 avril 2015** inclus, Avenue Charles Flahault, dans sa partie comprise entre la Rue de l'Ecole Normale et l'Avenue Pierre d'Adhémar, la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

Article 3 :

À compter du **14 avril 2015** et jusqu'au **23 avril 2015** inclus, Avenue Charles Flahault, dans sa partie comprise entre la Rue de l'Ecole Normale et l'Avenue Pierre d'Adhémar, le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 5 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise GRANIOU.

Article 6 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 7 :

À compter du **14 avril 2015** et jusqu'au **23 avril 2015** inclus, en dérogation à l'arrêté municipal du 6 avril 2010, N°2010/NT/R/DGU-P320, les véhicules de plus de 7.5T, assignés aux travaux sur une chambre France Télécom, sont spécifiquement autorisés à circuler dans le périmètre défini à l'article 2 de l'arrêté municipal du 6 avril 2010 N°2010/NT/R/DGU-P320.

Article 8 :


Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 01 Avril 2015

Monsieur l' Adjoint délégué



Luc ALBERNHE



Publié le :

09 AVR. 2015

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue Bonnard

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 20 janvier 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de construction d'une piscine à la demande de l'entreprise VERT ESPACE - CARRE BLEU. ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **16 avril 2015** et jusqu'au **17 avril 2015** inclus, Rue Bonnard côté pair au n° 12 sur un emplacement de 10 mètres, le stationnement est interdit.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules de l'entreprise VERT ESPACE - CARRE BLEU en charge des travaux de construction d'une piscine.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise VERT ESPACE - CARRE BLEU.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

A compter du 16 avril 2015 et jusqu'au 17 avril 2015 inclus, en dérogation à l'arrêté municipal du 6 avril 2010, N°2010/NT/R/DGU-P320, les véhicules de plus de 7.5T, assignés aux travaux de construction d'une piscine, sont spécifiquement autorisés à circuler dans le périmètre défini à l'article 2 de l'arrêté municipal du 6 avril 2010 N°2010/NT/R/DGU-P320.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 1 avril 2015

Monsieur l' Adjoint délégué



Luc ALBERNHE

Publié le : 09 AVR. 2015

Direction du Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 150725

Date d'expiration : le 19/03/2028

PERMISSION DE VOIRIE

France Telecom Ingénierie Gestion Affaires

682 Avenue Xavier de Ricard

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le code général des collectivités territoriales ;
- Vu le code de la voirie routière ;
- Vu le code des postes et des communications électroniques ;
- Vu le code de la route ;
- Vu la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993, relative à la coordination de la sécurité et de la protection de la santé sur les chantiers de bâtiments et de génie civil ;
- Vu le décret n°64-262 du 14 mars 1964, relatif aux caractéristiques techniques, aux alignements, à la conservation et à la surveillance des voies communales ;
- Vu le décret n°2005-862 du 27 juillet 2005, relatif aux conditions d'établissement et d'exploitation des réseaux et à la fourniture de services de communications électroniques ;
- Vu le décret n°2005-1676 du 16 décembre 2005, relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution ;
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu l'arrêté ministériel du 26 mars 2007, relatif aux demandes de permissions de voirie mentionnées à l'article R20-47 du code des postes et des communications électroniques ;
- Vu la délibération du conseil municipal du 27 octobre 1992, relative à la maîtrise de l'encombrement du sous-sol ;
- Vu la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Montpellier lui confiant du 1^{er} janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire, de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU ;

- Vu l'arrêté n°2015/0034/T/R du 20 janvier 2015, donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;

- Vu l'arrêté municipal du 9 février 1987, relatif à l'occupation du sous-sol,

- Vu qu'au titre de l'article L33-1 du code des postes et des communications électroniques, la société France Telecom Ingénierie Gestion Affaires est un opérateur déclaré auprès de l'ARCEP concernant son activité d'opérateur de réseau de communications électroniques ouvert au public ;

- Vu les avis des principaux maîtres d'ouvrage occupant la voirie communale recueillis suite à la commission de consultation du 12 décembre 1997, conformément à l'article R 141-14 du code la voirie routière ;

- Vu le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) du 31 juillet 1998 et notamment le titre IV comportant le règlement d'exécution des travaux occupant la voirie communale et l'arrêté de coordination des travaux à réaliser sur les voies ouvertes à la circulation publique ;

- Vu la demande en date du mardi 31 mars 2015, par laquelle le maître d'ouvrage France Telecom Ingénierie Gestion Affaires, dont le siège est situé Unité d'Intervention Languedoc Roussillon-707, Avenue du Marché Gare 34933 Montpellier Cedex 9, représenté par BEL FKIH Bouchra, demande l'autorisation d'occuper le domaine public routier communal ;

- Considérant que, pour les besoins d'exploitation de sa licence d'opérateur de télécommunications, le pétitionnaire doit occuper le domaine public routier communal pour l'installation d'artères souterraines ;

- Considérant que la création de Montpellier Méditerranée Métropole a eu pour effet le transfert de la compétence relative à la voirie et aux espaces publics détenue par la commune de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale.

Arrête au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole

Article 1 - Permission de voirie.

La société, France Telecom Ingénierie Gestion Affaires, Unité d'Intervention Languedoc Roussillon-707, Avenue du Marché Gare 34933 Montpellier Cedex 9, ci-après désignée "le permissionnaire", est autorisée à occuper le domaine public routier communal sous réserve du respect des conditions techniques et de sécurité en vigueur d'une part et des conditions particulières ci-après d'autre part.

La présente autorisation est accordée, sauf dénonciation, pour une période qui prend effet à la date de signature du présent arrêté et expire à la date d'échéance de l'autorisation accordée au permissionnaire pour établir et exploiter un réseau de télécommunications ouvert au public et pour fournir le service téléphonique au public.

Elle concerne les installations et ouvrages techniques désignés à l'article 2.

Elle ne peut être cédée par le permissionnaire à aucune autre personne physique ou morale sans le consentement préalable écrit de la Ville de Montpellier.

Elle est périmée de plein droit si le permissionnaire n'a pas engagé les travaux dans un délai de six mois suivant la date du présent arrêté.

Sa reconduction fait l'objet d'une demande du permissionnaire à la Ville de Montpellier, adressée six mois au moins avant la date d'échéance.

Article 2 - Nature et localisation des installations.

Nature : Extension réseau.

Localisation : 682 Avenue Xavier de Ricard.

Linéaire : 34 mètres.

N.B. : Toute installation supplémentaire venant s'ajouter, par la suite, au présent état doit faire l'objet d'une permission de voirie particulière qui est régie par les termes de la présente et prend fin à la même date.

Article 3 - Réalisation des ouvrages

Les ouvrages sont réalisés conformément aux plans de projet joints à la demande de permission de voirie susvisée. Toute modification à apporter le cas échéant, à titre provisoire ou définitif, aux voiries et accessoires ainsi qu'aux équipements de toute nature compris dans l'emprise du domaine public occupé doit être autorisée préalablement par la Ville. Les dépenses résultant de ces modifications sont à la charge du permissionnaire.

La nature et la qualité des matériaux utilisés ainsi que la profondeur des canalisations doivent être conformes au règlement de voirie. Si la profondeur des installations se révélait ultérieurement inférieure aux cotes prescrites, le permissionnaire devra les déplacer jusqu'à la côte requise.

Le permissionnaire respecte en permanence toutes les précautions nécessaires pour protéger et préserver le domaine public et les réseaux en place, pendant et après les travaux. A cette fin, il contacte préalablement les occupants du domaine public qui lui indiquent les dispositions techniques de protection des ouvrages à respecter. Il en tient compte pour l'élaboration de son projet et pour l'exécution des travaux. Il est également tenu de se conformer aux mesures particulières de sécurité prescrites par la réglementation en vigueur dans les chantiers du bâtiment et des travaux publics.

Durant les travaux, le permissionnaire observe les prescriptions qui lui sont imposées pour assurer la circulation et la sécurité des usagers du domaine public.

La permission de voirie ne donne pas autorisation d'ouverture de chantier ; l'engagement, l'exécution et l'achèvement des travaux doivent être conformes aux procédures et prescriptions définies par la réglementation communale régissant les interventions sur la voie publique (règlement d'exécution des travaux occupant la voirie communale et arrêté de coordination des travaux à réaliser sur les voies ouvertes à la circulation publique).

Article 4 – Partage des installations.

A la demande de la Ville de Montpellier et afin de limiter les ouvertures de tranchées, le permissionnaire s'engage à étudier la possibilité d'un partage des artères existantes avec tout opérateur autorisé en vertu de l'article L.33-1 du code des postes et des communications électroniques.

Par ailleurs, le permissionnaire informera la Ville de Montpellier de tout accord de partage de ses installations qu'il conclurait ultérieurement avec un occupant tiers.

Si l'octroi de la présente permission de voirie conduit à réserver à son profit l'usage de l'ensemble des capacités d'occupation du domaine public routier communal, le permissionnaire s'engage, à réaliser les travaux nécessaires permettant le partage ultérieur des installations.

Article 5 - Responsabilité.

Le permissionnaire maintient les lieux occupés en bon état de fonctionnement, d'entretien et de propreté pendant toute la durée de l'occupation.

Il demeure entièrement responsable des dépenses, dommages et préjudices ou accidents qui pourraient résulter de ses travaux ou de l'existence de ses ouvrages tant vis-à-vis de la Ville que des tiers.

La Ville de Montpellier ne peut en aucun cas être tenue responsable des dommages qui peuvent affecter les installations du permissionnaire du fait de l'usage de la voie publique.

Article 6 - Modification déplacement ou suppression des installations.

Exceptés l'intervention d'urgence prévue à l'article 7 ou les cas de maintenance et de réparation à l'identique des installations, le permissionnaire ne peut effectuer d'autres travaux visant à modifier, déplacer ou supprimer les installations sans le consentement préalable écrit de la Ville de Montpellier.

Outre le cas de force majeure, si des travaux conformes à la destination du domaine public occupé doivent être réalisés dans l'intérêt de ce domaine, le permissionnaire doit procéder, à ses frais et dans les délais convenus avec la Ville de Montpellier, au déplacement, à la modification ou à la suppression de ses installations sur le domaine public, sans qu'il puisse invoquer un droit à indemnité à l'encontre de la Ville de Montpellier.

Article 7 - Interventions d'urgence.

Dans le cas où une intervention d'urgence serait nécessaire, le permissionnaire est autorisé à réaliser les travaux indispensables, sous réserve d'en informer la Ville de Montpellier sans délai.

Article 8 - Recolement.

Dans les deux mois suivant la fermeture du chantier, le permissionnaire communique à la Ville de Montpellier (service Voirie-Pôle Coordination Patrimoine) :

- Un plan de récolement des installations sur support papier à l'échelle 1/200^{ème}, ainsi que sous forme numérisée au format compatible avec le système d'informations géographiques de la Ville de Montpellier,
- Le linéaire du cheminement et les surfaces des chambres.

Le permissionnaire intégrera ces installations dans la base de données caractérisant les plans itinéraires.

Article 9 - Situation des ouvrages en fin de permission.

Avant l'expiration de la présente autorisation, ou si l'exploitation des installations est abandonnée avant cette date, la Ville de Montpellier et le permissionnaire conviennent de se rapprocher pour discuter du devenir des installations.

Dans l'hypothèse où ces installations ne feraient pas l'objet d'une reconduction de permission de voirie liée au renouvellement de la licence d'opérateur par l'autorité de tutelle, elles seraient soit rétrocédées à la Ville de Montpellier sans dédommagement du permissionnaire, soit déposées et les lieux occupés remis en l'état initial, aux frais du permissionnaire.

Article 10 - Règlement des litiges.

Toutes les contestations qui peuvent s'élever entre la Ville de Montpellier et le permissionnaire au sujet de l'interprétation ou de l'application de la présente permission seront soumises aux juridictions compétentes.

Article 11 - Exécution.

Ampliation du présent arrêté sera adressée, pour exécution, chacun en ce qui le concerne, à Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier, Monsieur le Trésorier Payeur Municipal et au Permissionnaire.

Montpellier, le mercredi 1 avril 2015



**Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué,
Agissant au nom et pour le compte
de Montpellier Méditerranée Métropole**

Luc ALBERNHE

Publié le : 13 AVR. 2015
Notifié le :

**Arrêté de délégation de signature
Personnel Municipal
Direction des Relations aux Publics
Service Vie Quotidienne
Sandra GAYRAUD
Abroge et remplace l'arrêté n° 2014/4460/T/R**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2122-30, L 2122-32, R 2122-8, R 2122-10 ;

Vu le procès-verbal de l'élection du Maire en date du 05 avril 2014 ;

Arrête :

Article 1^{er} :

Madame Sandra GAYRAUD, fonctionnaire territorial au Service aux Citoyens, reçoit délégation de signature pour la certification matérielle et conforme des pièces et documents présentés à cet effet et, dans les conditions prévues à l'article L 2122-30, la légalisation des signatures.

Article 2 :

Madame Sandra GAYRAUD, fonctionnaire territorial au Service aux Citoyens, reçoit délégation de fonction pour la délivrance de toutes copies, extraits, enregistrés à Montpellier.

Article 3 :

Monsieur le Directeur des Services de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 02 . 04 . 2015

Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publié le : 03 . 04 . 2015
Notifié le :

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Quai des Tanneurs

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 20 janvier 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de montage d'un échafaudage à la demande de l'agence d'architecte ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **20 avril 2015** et jusqu'au **24 avril 2015** inclus, Quai des Tanneurs entre les N°11 et 13, le stationnement sur trottoir est autorisé pour un véhicule de type nacelle.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'agence d'architecte.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 02 avril 2015


Monsieur l' Adjoint délégué
Luc ALBERNHE

Publié le :

09 AVR. 2015

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue de l'Argenterie

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 20 janvier 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux en toiture à la demande de la société SARL Art Toiture Concept ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **27 avril 2015** et jusqu'au **20 mai 2015** inclus, Rue de l'Argenterie entre la rue de l'Ancien Courrier et la rue En Rouan au droit du n°24, le stationnement est interdit.
Ces dispositions sont applicables **de 8h00 à 18h00.**

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules de la société Art Toiture Concept.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la société SARL Art Toiture Concept.


Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 02 avril 2015


Monsieur l' Adjoint délégué
Luc ALBERNHE

Publié le : 09 AVR. 2015

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue de Centrayrargues et Avenue de Palavas

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 20 janvier 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux pour la réalisation de boîtes de jonctions et reprises de tranchées en enrobé à la demande de ERDF ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du 10 avril 2015 et jusqu'au 30 avril 2015 inclus, sur l'avenue de Palavas à l'intersection de la rue de Centrayrargues, en traversée de chaussée au droit de la pharmacie, chaque voie alternativement est interdite à la circulation générale.
Ces dispositions sont applicables de 9h00 à 16h00.

Article 2 :

À compter du 10 avril 2015 et jusqu'au 30 avril 2015 inclus, l' Avenue de Palavas, n°118 au n° 130, est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h;
- la voie de droite est interdite à la circulation, selon les nécessités du chantier.

Article 3 :

À compter du 10 avril 2015 et jusqu'au 30 avril 2015 inclus, Avenue de Palavas, du n°79 au n° 85 et du n°118 au n°130, le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 4 :

À compter du **10 avril 2015 et jusqu'au 30 avril 2015** inclus, Rue de Centrayrargues à l'intersection de l'Avenue de Palavas, sur la voie de gauche, la circulation peut être interrompue au droit du chantier. Une déviation est mise en place sur les voies de droite.

Article 5 :

À compter du **10 avril 2015 et jusqu'au 30 avril 2015** inclus, la Rue de Centrayrargues, dans sa partie comprise entre la Rue des Razeteurs et l'Avenue de Palavas, est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h;
- la circulation des véhicules de plus de 7.5 tonnes est autorisée pour les véhicules liés au chantier de raccordement de réseaux.

Article 6 :

À compter du **10 avril 2015 et jusqu'au 30 avril 2015** inclus, la Rue de Centrayrargues, dans sa partie comprise entre la Rue des Razeteurs et l'Avenue de Palavas, sur 200 mètres, le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 7 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 8 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de NGS.

Article 8 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 02 avril 2015

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

0 8 AVR. 2015

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue Frédéric Fabrèges et Rue des Iris

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 20 janvier 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux pour la réalisation de boîtes de jonctions et la reprise de tranchées en enrobé à la demande de ERDF ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **10 avril 2015 et jusqu'au 30 avril 2015** inclus, Rue Frédéric Fabrèges, en traversée à l'intersection de la rue des Iris, chaque voie alternativement est interdite à la circulation générale.

Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**

Article 2 :

À compter du **10 avril 2015 et jusqu'au 30 avril 2015 5** inclus, du n°34 au n°42 de la rue Frédéric Fabrèges, la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

Article 3 :

À compter du **23 février 2015** et jusqu'au **31 mars 2015** inclus, Rue des Iris, la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

Article 4 :

À compter du **10 avril 2015 et jusqu'au 30 avril 2015** inclus, Rue-des Iris côté impair , le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 5 :

À compter du **10 avril 2015 et jusqu'au 30 avril 2015** inclus, Rue Frédéric Fabrèges du n°34 au n°42, le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 6 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 7 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de NGS.

Article 8 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 9 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 02 avril 2015

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

0 8 AVR. 2015

MS

Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2015-T611

**Arrêté temporaire
Circulation alternée
Rue Saint-Priest**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 20 janvier 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux d'abattage d'arbre à la demande de l'entreprise HORT VERT ;

Arrête :

Article 1er :

Le **13 avril 2015**, Rue Saint-Priest, entre le numéro 405 et 472, dans sa partie comprise entre la Rue de la Mounéda et l'Avenue des Moulins, la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10.

Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 18h00.**

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise HORT VERT.

Article 5 :

Le Maire de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 2 avril 2015


Monsieur l' Adjoint délégué
Luc ALBERNHE

Publié le : 08 AVR. 2015

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Boulevard Victor Hugo

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 20 janvier 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, pour permettre un grutage à la demande de la société Médiaco ;

Arrête :

Article 1er :

Le **17 avril 2015**, Boulevard Victor Hugo au droit du "Grand Hôtel du Midi" sur les places de stationnement réservé aux taxis, le stationnement est interdit.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules de la société Médiaco.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la société Médiaco.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 02 avril 2015


Monsieur l' Adjoint délégué
Luc ALBERNHE

Publié le : 09 AVR. 2015

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue de l'Agathois

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 20 janvier 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de suppression de branchement à la demande de GRDF ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **13 avril 2015** et jusqu'au **30 avril 2015** inclus, la Rue de l'Agathois, dans sa partie comprise entre la Rue de l'Albigeois et la Rue de l'Agenais est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de GRDF

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 02 avril 2015

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

0 9 AVR. 2015

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Avenue du Biterrois

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 20 janvier 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de réparation de chambre à la demande de France Télécom ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **13 avril 2015** et jusqu'au **24 avril 2015** inclus, l'Avenue du Biterrois, dans sa partie comprise entre la Rue de Louvois et la Rue de la Narbonnaise est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de France Télécom

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 02 avril 2015

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

09 AVR. 2015

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue de la Condamine

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 20 janvier 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de rénovation du réseau d'éclairage public à la demande du service éclairage public de la ville de Montpellier ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **20 avril 2015** et jusqu'au **30 avril 2015** inclus, la circulation est interdite Rue de la Condamine, dans sa partie comprise entre la Rue de Gignac et l'Allée Pierre Carabasse

Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue de la Condamine, emprunte :

- la Rue Jules Guesde
- l'Allée de Paris
- l'Avenue de Lodève
- la Route de Lodève
- l'Allée Antonin Chauliac
- la Rue Marcellin Albert

et se termine sur la Rue de la Condamine.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise Spie

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 02 avril 2015

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

0 9 AVR. 2015

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Interdiction d'arrêt Rue de Barcelone

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 20 janvier 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux à la demande de GRDF ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **07 avril 2015** et jusqu'au **19 juin 2015** inclus, Rue de Barcelone sur les 6 places de stationnement nécessaires aux emprises de travaux au droit du N°21, l'arrêt et le stationnement sont interdits.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Le demandeur est chargé de maintenir le cheminement piéton et de matérialiser chacun des emplacements réservés par la mise en place de barrières temporaires

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.


Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 2 avril 2015

 **Monsieur l' Adjoint délégué**
Luc ALBERNHE

Publié le : 08 AVR. 2015

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Avenue du Professeur Etienne Antonelli et Avenue Marie de Montpellier

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 20 janvier 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, afin de permettre le bon déroulement du FISE ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **14 mai 2015** et jusqu'au **15 mai 2015** inclus, la circulation est interdite **de 19h00 à 24h00** Avenue du Professeur Etienne Antonelli, dans sa partie comprise entre la Rue du Moulin des Sept Cans et le Pont Jean Zuccarelli.

Article 2 :

À compter du **14 mai 2015** et jusqu'au **15 mai 2015** inclus, la circulation est interdite **de 19h00 à 24h00** Avenue Marie de Montpellier.

Article 3 :

Une déviation est mise en place. **Cette déviation débute sur le Chemin de Moularès, emprunte :**

- **l'Avenue du Pont Juvénal**
- **l'Avenue Raymond Dugrand**
- **la Place Ernest Granier**

et se termine sur l'Avenue Marie de Montpellier.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 5 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge des organisateurs.


Article 6 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 7 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 2 avril 2015


Monsieur l'Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

22 AVR. 2015

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Avenue Marie de Montpellier

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 20 janvier 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, afin de permettre le bon déroulement du FISE ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du 04 mai 2015 et jusqu'au 22 mai 2015 inclus, la circulation est interdite Avenue Marie de Montpellier côté pair entre la rue Messidor et le pont Jean Zuccarelli

Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur l'Avenue Marie de Montpellier, emprunte :

- le Pont Jean Zuccarelli
- rue du moulin des sept cans
- avenue Albert Dubout
- rue Mathieu Laurent
- avenue du pont Juvenal

et se termine sur la place Christophe Colomb.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge des organisateurs.

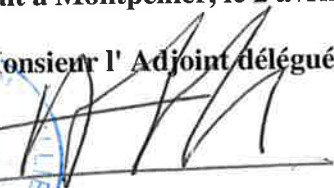

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 2 avril 2015

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE


Publié le :

22 AVR. 2015

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Place du Père Louis

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 20 janvier 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté afin de permettre le bon déroulement de l'organisation du FISE ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **04 mai 2015** et jusqu'au **22 mai 2015** inclus, Place du Père Louis, 25 places de stationnement sont réservées aux organisateurs du FISE .

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge des organisateurs du FISE.


Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 2 avril 2015


Monsieur l'Adjoint délégué
Luc ALBERNHE

Publié le :

22 AVR. 2015

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue de l'Aiguelongue

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 20 janvier 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux d'abattage d'arbres à la demande de DPB.

Arrête :

Article 1er :

À compter du **15 avril 2015** et jusqu'au **17 avril 2015** inclus, la Rue de l'Aiguelongue sur 20 m de part et d'autre du n°315 est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de Sud Espace Vert.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 2 avril 2015

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

09 AVR. 2015

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Circulation interdite Rue des Gabares

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 20 janvier 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, afin de permettre le bon déroulement du FISE ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **13 mai 2015** et jusqu'au **17 mai 2015** inclus, Rue des Gabares, dans sa partie comprise entre le Chemin des Barques et la Rue des Caupols, **la circulation et le stationnement sont interdits sauf riverains, véhicules de secours et de collecte des ordures ménagères.**

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'organisateur du F.I.S.E.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 2 avril 2015


Monsieur l'Adjoint délégué
Luc ALBERNHE

Publié le :

22 AVR. 2015

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Interdiction de stationnement La contre-allée de l'avenue Raymond Dugrand

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 20 janvier 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté afin de permettre le bon déroulement du FISE ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **04 mai 2015** et jusqu'au **22 mai 2015** inclus, la contre-allée de l'avenue Raymond Dugrand sur 30 places de stationnement au droit de la bibliothèque universitaire, le stationnement est interdit.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables à l'organisation du FISE.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge des organisateurs du FISE.

Article 4 :

- Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 2 avril 2015

 **Monsieur l'Adjoint délégué**
Luc ALBERNHE

Publié le :

22 AVR. 2015

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Avenue Raymond Dugrand

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 20 janvier 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, afin de permettre le bon déroulement du FISE ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **13 mai 2015** et jusqu'au **17 mai 2015** inclus, la circulation est interdite **sauf aux véhicules de secours et de collecte des ordures ménagères**, Avenue Raymond Dugrand, dans sa partie comprise entre la Place Christophe Colomb et la Place Ernest Granier

Article 2 :

Les déviations suivantes sont mises en place :

- par :
 - l'Avenue Albert Einstein
 - la Route de Vauguières
 - la Rue Léonard de Vinci
 - la Place Ernest Granier
- par :
 - l'Avenue du Mondial 98
 - Rond-point Mattéo Manuguerra
 - la Rue Léonard de Vinci
 - la Route de Vauguières

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge des organisateurs du FISE.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 2 avril 2015


Monsieur l'Adjoint/délégué
Luc ALBERNHE

Publié le :

22 AVR. 2015

Arrêté temporaire
Mesures de circulation et de stationnement
Rue Frimaire,
Rue Nivose
et Rue Vendémiaire

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 20 janvier 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté afin de permettre le bon déroulement de l'organisation du FISE à la demande de la Police Municipale ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **13 mai 2015** et jusqu'au **17 mai 2015** inclus, la Rue Vendémiaire est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation est interdite.
Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables **aux riverains, aux véhicules de secours, aux véhicules de collecte des ordures ménagères et aux organisateurs.**
- Le stationnement est interdit.
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

À compter du **13 mai 2015** et jusqu'au **17 mai 2015** inclus, la Rue Nivose est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation est interdite.
Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux riverains et les organisateurs.
- Le stationnement est interdit.
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 3 :

À compter du **13 mai 2015** et jusqu'au **17 mai 2015** inclus, la Rue Frimaire est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation est interdite.
Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux riverains et les organisateurs.
- Le stationnement est interdit.
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 5 :

La fourniture et la maintenance est à la charge des organisateurs.


Article 6 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 7 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 2 avril 2015


Monsieur l'Adjoint délégué
Luc ALBERNHE

Publié le :

22 AVR. 2015

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Avenue du Pirée Voies diverses

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 20 janvier 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté afin de permettre le bon déroulement du FISE ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **09 mai 2015** et jusqu'au **20 mai 2015** inclus, les voies citées dans cet article sont soumises aux prescriptions définies ci-dessous :

Le chemin des barques, partie comprise entre la place Jean Bène et l'avenue des droits de l'homme,

le boulevard des consuls de mer, partie comprise entre l'avenue des droits de l'homme et la place Jean Bène,

la rue des Gabares, partie comprise entre l'avenue du pont Juvénal et la rue des Caupols,

la place Jean Bène,

la rue des Caupols,

le chemin de moularès, partie comprise entre la rue du moulin des sept cans et l'avenue du Pirée,

La circulation est interdite sauf aux véhicules de secours et de collecte des ordures ménagères et le stationnement est interdit.

A compter du **9 mai 2015** et jusqu'au **20 mai 2015**, la circulation et le stationnement sont interdits avenue du Pirée, partie comprise entre la bretelle d'accès à la rue de Rhodes et le pont Juvénal.

A compter du **13 mai 2015** et jusqu'au **20 mai 2015**, le stationnement est interdit et la circulation est interdite sauf riverains sur l'avenue du Pirée, partie comprise entre le chemin de moularès et la place Jean Bène.

A compter du **13 mai 2015** et jusqu'au **17 mai 2015**, le stationnement est interdit sur l'avenue du Pirée partie comprise entre le pont Juvénal et la place Jean Bène, et la circulation et le stationnement sont interdits entre

le carrefour de l'aéroport international et la rue de Rhodes.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur le Chemin de Moularès, emprunte :

- la le carrefour de l'aéroport international et la rue de Rhodes. Rue du Moulin des Sept Cans
 - l'Avenue Albert Dubout
 - la Rue Mathieu Laurens
- et se termine sur la Place Faulquier.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge des organisateurs.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 2 avril 2015

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

22 AVR. 2015

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté permanent Mesures de circulation et de stationnement Rue Ernest Michel

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2122.22 et L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R.411-7, R. 411-8, R. 411-25, R. 412-28, R. 415-15, R. 417-3, R. 417-10 et R. 417-12 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription, livre 1, cinquième partie, signalisation d'indication, livre 1, sixième partie, feux de circulation permanents et livre 1, septième partie, marques sur chaussées - annexes ;
- VU l'arrêté municipal du 27 décembre 2013, N°2013/NT/R/DGU-P279, portant réglementation du stationnement payant sur voirie dans les voies de Montpellier ;
- VU l'arrêté 2010/NT/R/DGU-P433 du 10 septembre 2010 réglementant la circulation et le stationnement rue Ernest Michel ;
- VU la délibération du Conseil Municipal du 22 décembre 2008 modifiant les horaires et les tarifs du stationnement payant sur voirie ;
- VU la délibération du Conseil Municipal du 7 octobre 2013 modifiant le tarif des abonnements résidents pour le stationnement payant sur voirie en zone orange et jaune ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des mesures particulières en matière de circulation et de stationnement des véhicules dans la voie précitée ;

Arrête :

Article 1er :

Un sens unique est institué Rue Ernest Michel depuis la Place Rondelet vers et jusqu'au Boulevard Berthelot.

Article 2 :

La circulation des véhicules est réglementée par des feux tricolores circulaires :

- à l'intersection de la Rue Ernest Michel, de la Rue Carlenças et de la Place Rondelet ;
- à l'intersection de l'Avenue de Villeneuve-Angoulême, de la Rue Ernest Michel et du Boulevard Berthelot.

En cas de non fonctionnement des signaux lumineux ou de leur mise en clignotant jaune les conducteurs abordant cette intersection sont tenus de céder le passage aux véhicules venant par la droite.

Article 3 :

Le stationnement est interdit Rue Ernest Michel :

- côté impair au n° 31 ;
- des deux côtés à partir de l'intersection avec le boulevard Berthelot sur un emplacement de 50 mètres ;
- côté pair.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 4 :

Le stationnement payant de tous les véhicules est autorisé dans la zone moyenne durée, aux emplacements prévus à cet effet Rue Ernest Michel côté impair .

Ces dispositions sont applicables **de 9h à 18h tous les jours, sauf dimanche et jours fériés.**

Tout stationnement d'un véhicule excédant 48 heures sera considéré comme abusif.

Le stationnement est limité à 5 heures et soumis au paiement de la redevance correspondante. Le paiement s'effectue au moyen d'horodateurs implantés dans la zone de stationnement. Le ticket délivré est apposé par les automobilistes derrière le pare-brise de manière à être visible et lisible de l'extérieur du véhicule.

Tout stationnement d'un véhicule ne respectant pas les dispositions de durée et de paiement prévues à l'alinéa précédent sera considéré comme abusif et passible de mise en fourrière immédiate.

Une tarification et une durée spécifiques sont applicables pour le stationnement résidentiel dans cette zone selon les modalités définies lors de la délibération municipale visée ci-dessus.

Article 5 :

Les véhicules de livraison ont 1 place réservée Rue Ernest Michel côté pair au n° 2.

Ces dispositions sont applicables **de 8h00 à 20h00 tous les jours, sauf dimanche et jours fériés.**

L'arrêt et le stationnement de tout autre véhicule à l'emplacement réservé sont interdits. Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 6 :

Les cycles ont 6 places réservées Rue Ernest Michel côté impair à proximité de l'intersection avec la rue Enclos Fermaud.

L'arrêt et le stationnement de tout autre véhicule à l'emplacement réservé sont interdits. Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant.

Article 7 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 8 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures, et l'arrêté n° 2010/NT/R/DGU-P433 du 10 septembre 2010, susvisé est abrogé.

Article 9 :

Le Directeur Général des Services de la Ville et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.



Montpellier, le 3 avril 2015

Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publié le : **23 AVR. 2015**

Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2015-T631

**Arrêté temporaire
Mesures de circulation et de stationnement
Rue de Cante-Gril**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 20 janvier 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux sur le réseau électrique à la demande de ERDF ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **13 avril 2015** et jusqu'au **24 avril 2015** inclus, la Rue de Cante-Gril est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de ERDF.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 3 avril 2015


Monsieur l'Adjoint délégué
Luc ALBERNHE

Publié le : 09 AVR. 2015

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue de Bologne

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 20 janvier 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de mise en place d'un abri bus à la demande de Montpellier Méditerranée Métropole ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **20 avril 2015** et jusqu'au **24 avril 2015** inclus, la Rue de Bologne, dans sa partie comprise entre la Rue d'Oxford et la Rue de Bari est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise JC DECAUX

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 3 avril 2015

Monsieur l' Adjoint délégué



Luc ALBERNHE

Publié le : 09 AVR. 2015

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue des Cerisiers

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 20 janvier 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux sur le réseau gaz à la demande de GRDF ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **13 avril 2015** et jusqu'au **30 avril 2015** inclus, la Rue des Cerisiers est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de GRDF.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 3 avril 2015

Monsieur l' Adjoint délégué



Luc AEBERNHE

Publié le :

09 AVR. 2015

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue Jean Carmet

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 20 janvier 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de pose d'un poteau incendie, à la demande du Service Hydraulique Urbain ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **04 mai 2015** et jusqu'au **15 mai 2015** inclus, la Rue Jean Carmet, dans sa partie comprise entre la Rue Jacqueline Maillan et la Rue Fernandel est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- le stationnement est interdit ;
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.
- La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise SADE.

155


Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 3 Avril 2015


Monsieur l' Adjoint délégué
Luc ALBERNHE

Publié le : 09 AVR. 2015

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Tunnel de la Comédie et Boulevard Victor Hugo

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 20 janvier 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, pour réparation de la fibre optique du tunnel par la société SPIE ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **09 avril 2015** et jusqu'au **10 avril 2015** inclus, la circulation est interdite Tunnel de la Comédie

Ces dispositions sont applicables **de 22 h à 6 h.**

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules de secours.

Article 2 :

Une déviation est mise en place en provenance de boulevard de l'Observatoire. Cette déviation débute sur le Boulevard Victor Hugo, emprunte :

- la Rue Joffre
- la Rue du Clos René
- la Rue Aristide Ollivier

et se termine sur le Pont Juvénal.

Article 3 :

À compter du **09 avril 2015** et jusqu'au **10 avril 2015** inclus, La sortie des riverains de la zone piétonne s'effectuera par le boulevard Victor Hugo qui, exceptionnellement, aura son sens de circulation inversé entre les rues Diderot et rue de la République.
l'entrepreneur chargé des travaux veillera au respect de la présente disposition.

Article 4 :

À compter du **09 avril 2015** et jusqu'au **10 avril 2015** inclus, L'entrepreneur, chargé d'effectuer les travaux (SPIE fax : 04.67.07.04.41) devra assurer la signalisation du chantier et des éventuels itinéraires de déviation (pose et maintenance permanente). Il est responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation. Il devra afficher le présent arrêté de manière lisible pendant la durée des travaux.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 6 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 7 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de SPIE.

Article 8 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 03 avril 2015

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE



0 8 AVR. 2015

Publié le :

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue du Cheval Vert

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 20 janvier 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de branchement à la demande de GRDF ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **15 avril 2015** et jusqu'au **25 avril 2015** inclus, la circulation est interdite Rue du Cheval Vert, dans sa partie comprise entre la Rue Castilhon et la Rue du Faubourg de la Saunerie. Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00**.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables :

- aux véhicules de secours, d'entretien et de service public ;
- aux riverains.

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue du Cheval Vert, emprunte :

- la Rue Castilhon
- le Cours Gambetta

et se termine sur la Rue du Faubourg de Nîmes.

Article 2 :

À compter du **15 avril 2015** et jusqu'au **25 avril 2015** inclus, Rue du Cheval Vert des deux côtés, dans sa partie comprise entre le n° 15 et la Rue du Faubourg de la Saunerie, l'arrêt et le stationnement sont interdits.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 3 :

A compter du 15 AVRIL 2015 et jusqu'au 25 AVRIL 2015 inclus, en dérogation à l'arrêté municipal du 6 avril 2010, N°2010/NT/R/DGU-P320, les véhicules de plus de 7.5T, assignés aux travaux de GRDF sont spécifiquement autorisés à circuler dans le périmètre défini à l'article 2 de l'arrêté municipal du 6 avril 2010 N°2010/NT/R/DGU-P320.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise du demandeur.

Article 7 :

Le Directeur Général des Services de la Ville et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 3 avril 2015

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

08 AVR. 2015

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue de Puech Villa

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 20 janvier 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de raccordement au réseau pluvial à la demande de la SERM.

Arrête :

Article 1er :

À compter du **20 avril 2015** et jusqu'au **07 mai 2015** inclus, la Rue de Puech Villa sur 50 m après le n°599 en direction de la Rue des Apothicaires est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- sur chaque voie alternativement est interdite à la circulation générale ;
- La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- Le stationnement est interdit.
- Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la SERM.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 3 avril 2015

Monsieur l'Adjoint délégué

Luc ALBERNHE


Publié le : 09 AVR. 2015

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue de Puech Villa

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté 2015-T379 du **27 février 2015** ;
- VU l'arrêté du 20 janvier 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT que les travaux ne sont pas terminés.

Arrête :

Article 1er :

À compter du **03 avril 2015** les dispositions de l'arrêté 2015-T379 du **27 février 2015** sont prorogées jusqu'au **22 mai 2015** inclus.

Article 2 :

Le Maire de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 3 avril 2015

Monsieur l' Adjoint délégué


Luc ALBERNHE

Publié le :

0 8 .AVR. 2015

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Avenue des Apothicaires

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté 2015-T408 du 04 mars 2015 ;
- VU l'arrêté du 20 janvier 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT que les travaux ne sont pas terminés.

Arrête :

Article 1er :

À compter du 03 avril 2015 les dispositions de l'arrêté 2015-T408 du 04 mars 2015 sont prorogées jusqu'au 22 mai 2015 inclus.

Article 2 :

Le Maire de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 3 avril 2015

Monsieur l' Adjoint délégué



Luc ALBERNHE

0 8 AVR. 2015

Publié le :

**Arrêté modificatif de l'arrêté n°2014/4624/T/N instaurant
la nouvelle composition de la Commission Administrative
Paritaire**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,
- Vu la loi n°84-53 du 26 Janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,
- Vu le décret n°95-1017 du 14 septembre 1995 relatif aux Commissions Administratives Paritaires des Collectivités Territoriales,
- Vu l'arrêté n°2014/4624/T/N en date du 21 janvier 2015 instaurant la nouvelle composition de la Commission Administrative Paritaire,
- Considérant qu'il convient de modifier l'article 1 de l'arrêté n°2014/4624/T/N en date du 21 janvier 2015 fixant la liste des représentants du personnel au sein des Commissions Administratives Paritaires,

Arrête :

Article 1 : L'article 1 de l'arrêté n°2014/4624/T/N fixant la liste des représentants du personnel au sein des Commissions Administratives Paritaires est modifié ainsi qu'il suit :

CAP de catégorie A :

Organisations syndicales	Groupe hiérarchique	Nom et prénom Titulaire	Nom et prénom Suppléant
CFDT	GH 6	DELAHAYE Dominique	BONNIN Patrice
CFDT	GH 5	CLAVEL Patricia	PHILIPPON Jean-Benoît
UNSA	GH 5	TOUATI Jocelyne	LAJOINIE Josiane
FO	GH 5	ESCOBAR Stéphane	GIRARDI Mario

CAP de catégorie B :

Organisations syndicales	Groupe hiérarchique	Nom et prénom Titulaire	Nom et prénom Suppléant
CFDT	GH 4	CENDRAS Sylvie	DOMINGUEZ Marc
UNSA	GH 4	GELY Marc	EDOUARD Céline
CGT	GH 4	DARLAY Catherine	SUDRES Camille
CFDT	GH 3	BALSAN Laurent	GIANNITRAPANI Marie-Françoise
UNSA	GH 3	CABRERA Armelle	VAN DER EECKEN Thierry

CAP de catégorie C :

Organisations syndicales	Groupe hiérarchique	Nom et prénom Titulaire	Nom et prénom Suppléant
UNSA	GH 2	BIBET Thomas	AIGOUY Myriam
CGT	GH 2	JAUNE Christophe	IRLES Fabrice
CFDT	GH 2	DELACHAPELLE Aline	CRESPY Catherine
UNSA	GH 1	MAKTOUBI Nordine	PELTRAULT Valérie
CGT	GH 1	FABRE Christelle	FOURNAT-BOURROUMANA Athica
CFDT	GH 1	CLARAC Isabelle	ROUSTAN Paule
FO	GH 1	DUCAUQUIS Cathy	SPECQ Julien
FO	GH 1	SEVERAC Sabine	LARRAZ Isabelle

Article 2 : La liste des représentants de la collectivité aux Commissions Administratives Paritaires est la suivante :

CAP de catégorie A :

Membres titulaires

Philippe SAUREL
Abdi EL KANDOUSSI
Gérard CASTRE
Brigitte ROUSSEL-GALIANA

Membres suppléants

Chantal MARION
Guy BARRAL
Patricia MIRALLES
Patrick RIVAS

CAP de catégorie B :

Membres titulaires

Philippe SAUREL
Abdi EL KANDOUSSI
Gérard CASTRE
Brigitte ROUSSEL-GALIANA
Marie-Hélène SANTARELLI

Membres suppléants

Chantal MARION
Guy BARRAL
Patricia MIRALLES
Patrick RIVAS
Pascal KRZYZANSKI

CAP de catégorie C :

Membres titulaires

Philippe SAUREL
Abdi EL KANDOUSSI
Gérard CASTRE
Brigitte ROUSSEL-GALIANA
Marie-Hélène SANTARELLI
Maud BODKIN
Caroline NAVARRE
Vincent HALUSKA

Membres suppléants

Chantal MARION
Guy BARRAL
Patricia MIRALLES
Patrick RIVAS
Pascal KRZYZANSKI
Khanthaly PHOUTTHASANG
Annie YAGUE
Fabien ABERT

Article 3 : Le Président de la Commission Administrative Paritaire désigné parmi les membres représentants de la collectivité est Monsieur Le Maire Philippe SAUREL.

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Article 5 : Monsieur Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. Il informe que ce présent acte peut faire l'objet d'un recours, pour excès de pouvoir, devant le Tribunal Administratif, dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

Montpellier, le 07 . 04 . 2015

Monsieur le Maire


Philippe SAUREL

Publié le : 09 . 04 . 2015
Notifié le :

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue du Moulin de Sémalen

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 20 janvier 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux sur le réseau eau potable à la demande de VEOLIA ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **20 avril 2015** et jusqu'au **30 avril 2015** inclus, Rue du Moulin de Sémalen, dans sa partie comprise entre l'Allée de Corfou et le n° 748, le stationnement est interdit.
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de VEOLIA

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 7 avril 2015

Monsieur l' Adjoint délégué



Luc ALBERNHE

Publié le : 15 AVR. 2015

Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2015-T646

**Arrêté temporaire
Mesures de circulation
Rue Aung San Suu Kyi**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 20 janvier 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux d'aménagement de l'immeuble la Mantilla à la demande de l'entreprise Sols L.R. ;

Arrête :

Article 1er :

Le **10 avril 2015**, la circulation est interdite Rue Aung San Suu Kyi, dans sa partie comprise entre la Rue Shirin Ebadi et la rue Théroigne de Méricourt.
Ces dispositions sont applicables **de 6h00 à 13h00.**

Article 2 :

Une déviation est mise en place. **Cette déviation débute sur la Rue Aung San Suu Kyi, emprunte :**

- **la Rue Shirin Ebadi**
- **la Rue Wangari Maathai**
- **la Rue Elie Wiesel**

et se termine sur la Rue Aung San Suu Kyi.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise Sols L.R.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 7 avril 2015



Luc ALBERNHE

Publié le :

09 AVR. 2015

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue de Forcrand

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 20 janvier 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de vérification avec une nacelle à la demande de SPIE SUD OUEST ;

Arrête :

Article 1er :

Le **28 avril 2015**, la Rue de Forcrand, dans sa partie comprise entre la Rue Crova et la Rue de l'Ecole Normale est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation est interdite.
Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux riverains.
- Le stationnement est interdit.
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue de Forcrand, emprunte :

- la Rue Crova
et se termine sur la Rue de l'Ecole Normale.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de SPIE SUD OUEST

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 7 avril 2015

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 15 AVR. 2015

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue Marcel Paul

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 20 janvier 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux d'ouverture de chambres, à la demande de France Télécom ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **10 avril 2015** et jusqu'au **15 avril 2015** inclus, la Rue Marcel Paul est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise SOGETREL.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 7 Avril 2015



Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

09 AVR. 2015

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de stationnement et de circulation Course la Montpellier Reine 2015

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 20 janvier 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté 2015-T470 du **18 mars 2015** ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur les voies du présent arrêté, afin de permettre le bon déroulement de La Montpellier Reine ;

Arrête :

Article 1er :

Les dispositions définies par le présent arrêté seront appliquées à la diligence des services de police.

Article 2 :

Le **31 mai 2015**, la circulation et le stationnement sont interdits sur les voies de l'itinéraire suivant :

- la Rue Foch ;
- la Place des Martyrs de la Résistance ;
- Espace Philippe VI de Valois rue de la Loge ;
- la Rue de la Loge ;
- la Rue Jacques Coeur ;
- la Rue Valedau ;
- la Rue Embouque d'Or ;
- la Place Pétrarque ;
- la Rue de l'Aiguillerie ;
- la Rue de la Carbonnerie ;
- la Rue du Cannau ;
- la Rue du Berger ;
- la Rue du Refuge ;

- la Rue de l'Université ;
- la Rue du Four Saint Eloi ;
- la Rue de la Providence
- la Rue Gariel ;
- le Plan de l'Om ;
- la Rue Ranc ;
- la Rue d'Aigrefeuille ;
- la Rue du Cardinal de Cabrières ;
- la Rue Abbé Marcel Montels ;
- la Rue de la Providence ;
- le Boulevard Louis Blanc ;
- la Rue des Ecoles Laïques ;
- la Place de la Chapelle Neuve ;
- la Rue Bocaud ;
- la Rue de la Salle-l'Evêque ;
- la Rue Girard ;
- le Boulevard de Bonnes Nouvelles ;
- l'Allée Paul Boulet ;
- la Place de la Comédie ;
- la Rue des Etuves ;
- la Rue du Petit Paris ;
- la Grand Rue Jean Moulin ;
- la Rue Lapeyronie ;
- la Rue de la Fontaine ;
- la Rue Alexandre Cabanel ;
- la Rue Saint Guilhem ;
- la Rue de la Valfère ;
- Espace Jean-Marc Mousseron ;
- la Promenade du Peyrou.

Ces dispositions sont applicables de 10h30 à 12h30.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures, et l'arrêté n° 2015-T470 du 18 mars 2015, est abrogé.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 8 avril 2015

Monsieur l' Adjoint délégué



Luc ALBERNHE

Publié le :

15 AVR. 2015

177

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Boulevard des Sports

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 20 janvier 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux sur le réseau gaz à la demande de GRDF Exploitation ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **20 mai 2015** et jusqu'au **21 mai 2015** inclus, la circulation est interdite Boulevard des Sports, dans sa partie comprise entre la Rue des Passereaux et l'Avenue de Saint Maur
Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux riverains.

Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur l'Avenue de Saint Maur, emprunte :

- l'Avenue Saint Maurice de Sauret

et se termine sur le Boulevard des Sports.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de GRDF Exploitation

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 8 avril 2015



Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 13 AVR. 2015

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Boulevard de l'Observatoire

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 20 janvier 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de pose de mobilier à la demande de Montpellier Méditerranée Métropole ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **13 avril 2015** et jusqu'au **17 avril 2015** inclus, Boulevard de l'Observatoire, dans sa partie comprise entre la Rue du Faubourg de la Saunerie et la Rue Anatole France, la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10.
Ces dispositions sont applicables **de 22h00 à 6h00.**

Article 2 :

À compter du **13 avril 2015** et jusqu'au **17 avril 2015** inclus, Boulevard de l'Observatoire, la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.
Ces dispositions sont applicables **de 22h00 à 6h00.**

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge du demandeur

Article 5 :


Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :


Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 8 avril 2015

Monsieur l' Adjoint délégué



Luc ALBERNHE



Publié le : 13 AVR. 2015

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue du Faubourg Boutonnet

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 20 janvier 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de sur le réseau aérien électrique à la demande d'ERDF ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **15 avril 2015** et jusqu'au **17 avril 2015** inclus, Rue du Faubourg Boutonnet au droit du N°17, le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise CSM M SIGNOVERT.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 8 avril 2015

Monsieur l' Adjoint délégué



Luc ALBERNHE

Publié le : 13 AVR. 2015

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue Paul Brousse, Rue du Faubourg du Courreau et Rue Marceau

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R.411-7, R. 411-8, R. 411-25, R. 412-28, R. 415-6 et R. 415-15 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, troisième partie, intersections et régimes de priorité, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription, livre 1, cinquième partie, signalisation d'indication et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté 2015-T476 du **18 mars 2015** ;
- VU l'arrêté du 20 janvier 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT la demande de prorogation de TAM ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **17 avril 2015** les dispositions de l'arrêté 2015-T476 du **18 mars 2015**, définies ci-dessous sont prorogées jusqu'au **01 juin 2015** inclus.

- la circulation est interdite Rue du Faubourg du Courreau dans sa partie comprise entre la Rue Paul Brousse et le Boulevard Ledru-Rollin. La déviation des véhicules se fera par la Rue Paul Brousse, la Rue Marceau, le Cours Gambetta, la Place Saint Denis et la Rue Anatole France.
- le stationnement est interdit Rue du Faubourg du Courreau dans sa partie comprise entre la Rue Paul Brousse et le Boulevard Ledru-Rollin.
- un sens unique est institué Rue Paul Brousse dans sa partie et dans le sens de la Rue du Faubourg du Courreau vers la Rue Marceau.
- à l'intersection de la Rue Paul Brousse et de la Rue Marceau, les conducteurs circulant sur la Rue Paul Brousse sont tenus de marquer l'arrêt (STOP) puis de céder le passage aux autres véhicules.

Article 2 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 8 avril 2015

Monsieur V Adjoint délégué



Luc ALBERNHE

Publié le :

15 AVR. 2015

Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2015-T653

**Arrêté temporaire
Mesures de circulation et de stationnement
Boulevard du Jeu de Paume
et Boulevard Ledru-Rollin**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté 2014-T1675 du **15 octobre 2014** ;
- VU l'arrêté du 20 janvier 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT la demande de prorogation de TAM ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **24 avril 2015** les dispositions de l'arrêté 2014-T1675 du **15 octobre 2014** définies ci-dessous sont prorogées jusqu'au **29 janvier 2016** inclus.

- la circulation des véhicules est alternée par feux ;
 - le stationnement est interdit ;
- Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière.
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30Km/h ;
 - les véhicules de livraison ont un emplacement réservé entre la Rue du Faubourg du Courreau et la Rue Marceau ;
- Ces dispositions sont applicables tous les jours, sauf dimanche et jours fériés.
L'arrêt et le stationnement de tout autre véhicule à cet emplacement sont interdits.

Article 2 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 8 avril 2015

Monsieur l' Adjoint délégué



Luc ALBERNHE

Publié le :

1 5 AVR. 2015

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue Paul Brousse Rue du Faubourg de la Saunerie et Place Edouard Adam

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 20 janvier 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur les voies du présent arrêté, en raison des travaux de bouclage de la ligne 4 du tramway à la demande de TAM ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **20 avril 2015** et jusqu'au **31 août 2015** inclus, Rue Paul Brousse depuis la Rue Castilhon jusqu'à la Place Edouard Adam, Il est instauré une mise en impasse.

Article 2 :

À compter du **20 avril 2015** et jusqu'au **31 août 2015** inclus, Rue du Faubourg de la Saunerie dans sa partie comprise entre la Rue du Plan du Parc et la Rue Paul Brousse, la circulation est interdite. La déviation des véhicules se fera par la Rue du Plan du Parc.

Article 3 :

À compter du **20 avril 2015** et jusqu'au **31 août 2015** inclus, Place Edouard Adam, le stationnement est interdit.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 5 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise Razel-Bec-Malet.


Article 6 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 7 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 8 avril 2015

 **Monsieur l' Adjoint délégué**
Luc ALBERNHE

Publié le : 15 AVR. 2015

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue de Saint Hilaire et Avenue de Palavas

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 20 janvier 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur les voies du présent arrêté, en raison des travaux de réaménagement de la station "Garcia Lorca" à la demande de TAM ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **18 mai 2015** et jusqu'au **13 juillet 2015** inclus, la circulation est interdite Rue de Saint Hilaire, dans sa partie comprise entre l'Avenue de Palavas et le n° 572
Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux riverains.
La déviation des véhicules se fera par l'Avenue de Palavas, la Rue du Docteur Jacques Fourcade et la Rue de la Métairie de Sayssset.

Article 2 :

À compter du **18 mai 2015** et jusqu'au **13 juillet 2015** inclus, Rue de Saint Hilaire depuis la Rue de la Métairie de Sayssset jusqu'au n° 572, Il est instauré une mise en impasse.

Article 3 :

À compter du **18 mai 2015** et jusqu'au **13 juillet 2015** inclus, Avenue de Palavas, la voie de tourne à gauche en direction de la Rue Saint Hilaire est interdite à la circulation générale.
La déviation des véhicules se fera par le Rond-Point de Palavas, l'Avenue de Palavas, la Rue du Docteur Jacques Fourcade et la Rue de la Métairie de Sayssset.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 5:

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise Razel-Bec.


Article 6 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 7 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 8 avril 2015

 **Monsieur l' Adjoint délégué**
Luc ALBERNHE

Publié le : 15 AVR. 2015